

## L'économie de guerre cible l'épargne des Français

L'argent des épargnants suscite la convoitise de Bercy, qui souhaite utiliser cette manne de 6 400 milliards d'euros pour financer l'industrie de l'armement. **P. 9**



JEUDI 20 MARS 2025 | N° 24156 | 2,90 € | www.humanite.fr

## Retraites, requiem pour un conclave mort-né

Après FO, la CGT claque la porte des discussions à la suite du refus répété du premier ministre de revenir sur la réforme contestée des 64 ans. **P. 11**

# LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS l'Humanité

La crise diplomatique entre la France et l'Algérie est délibérément attisée par les ambitions électoralistes de Bruno Retailleau. Dix personnalités plaident pour la désescalade. **P. 2**

## PARIS-ALGER L'APPEL DES DEUX RIVES À LA RAISON

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,6 MAD



ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES EN PAGE 9.



## ÉDITORIAL

PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

## Le loup

**Le « conclave » sur les retraites menaçait de s'enliser.** Il est désormais en train d'imploser, après le refus de François Bayrou de toucher au totem des 64 ans. Son raidissement vient conforter tous ceux qui pensent le moment venu de prendre l'opinion à revers, en arguant du passage de l'Europe en « économie de guerre » pour justifier le changement des priorités budgétaires. Le président du Conseil d'orientation des retraites (COR), Gilbert Cette, a récemment plaidé pour que les Français travaillent plus longtemps pour financer l'effort de défense. Idem pour le président du Medef, Patrick Martin, qui prend en exemple la retraite à 70 ans au Danemark.

**À la faveur de ce nouvel ordre du jour, le débat public** est subrepticement recentré sur l'introduction des fonds de pension pour compenser le rétrécissement du système par répartition, proclamé en faillite. Le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, s'est déclaré favorable à l'entrée du loup dans la bergerie. Les journalistes reçoivent des notes de « think tank » poussant à la capitalisation.

**Le refus de toucher au totem des 64 ans fait imploser la discussion sur les retraites.**

**Mais de quelle faillite parle-t-on ? Alors qu'on traque le moindre déficit** à venir dans les pensions, l'argent public coule à flots sans contrôle pour les grandes entreprises, mais aussi sans comptage officiel, comme le révèle en ce moment la commission sénatoriale créée à la demande de son rapporteur (et directeur de *l'Humanité*) Fabien Gay. Ces aides avoisinent, au bas mot, les 200 à 250 milliards d'euros annuels. À comparer aux 6 à 13 milliards que coûterait en 2035, selon la Cour des comptes, l'abaissement d'un an de l'âge légal de la retraite, et aux 4 à 7 milliards nécessaires pour diminuer d'autant la durée de cotisation ouvrant droit au taux plein. Quant aux besoins de financement du système à paramètres inchangés, ils sont de 15 milliards en 2035 et de 30 milliards en 2045. Les comptes des retraites sont débattus à ciel ouvert : fort bien. La même transparence doit valoir pour les aides aux entreprises. Or certaines données demeurent confidentielles, leur divulgation interdite par l'article 226-13 du Code pénal. Il faut demander et obtenir la levée de ce secret. ■

# France-Algérie, une crise au relent colonial

**DIPLOMATIE** La surenchère verbale du ministre de l'Intérieur tourne à l'affrontement avec Alger. Les idées de l'extrême droite et des « nostalgiques », les ambitions électoralistes de Bruno Retailleau alimentent une dangereuse passe d'armes. Le chef de l'État reste muet face à une crise qu'il a lui-même initiée en s'alignant sur le Maroc.

**L**e 19 mars 1962, les accords d'Évian mettaient fin à cent trente-deux ans de colonisation française. Soixante-trois ans plus tard jour pour jour, certains en France l'ont visiblement toujours en travers de la gorge. À l'image de l'éditorialiste du Figaro Yves Thréard, cas psychanalytique de refoulé colonial, qui ose établir un parallèle, ce 19 mars, entre les cent trente-deux ans de colonisation et ses cortèges d'Oradour-sur-Glane – pour paraphraser Jean-Michel Aphatie – et les supposées ingérences algériennes dans la présidentielle française de 2027 : « *N'autorisons pas le régime algérien à la prendre en otage* », écrit-il.

Cette allusion n'a rien d'anodine, elle vise à défendre le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, lancé dans une surenchère électorale qui débouche aujourd'hui sur une des crises les plus profondes depuis la guerre de libération nationale algérienne. « *La pire crise de l'histoire de la France et de l'Algérie* », estime pour sa part l'historienne Karima Dirèche, directrice de recherche au CNRS, qui se dit « sidérée de la violence du ton employé » et déplore « qu'aucune figure de médiation ne semble émerger, comme c'est le cas d'habitude, pour éteindre l'incendie ». Ce ton, c'est donc celui d'un ministre qui a fait de la relation entre la France et l'Algérie l'otage de ses ambitions. Après plusieurs semaines d'escalade verbale, Bruno Retailleau a osé ce 19 mars, au micro de Sud Radio, affirmer que « *c'est l'Algérie qui nous agresse* ». Quatre jours plus tôt, dans un entretien au *Parisien*, il déroulait ses obsessions : « *Au bout de la riposte, il y aura la remise en question des accords de 1968*. » Un traité fondateur, qui régit les relations entre les deux pays en matière de circulation, de séjour et d'emploi des Algériens dans une France heureuse d'accueillir cette main-d'œuvre. Et dont les dispositions particulières ont été petit à petit alignées sur le droit général des étrangers, notamment en 1986

par Jacques Chirac, qui en avait fait, lui aussi, un argument électoraliste.

Pour l'historien Alain Ruscio, auteur de *la Première Guerre d'Algérie, 1830-1852* (la Découverte, 2024), Bruno Retailleau « *reprend d'une façon assez hallucinante, sans doute sans s'en rendre compte, ce que disait Mitterrand au début de la guerre d'Algérie. C'est assez désolant, il s'agit d'une régression à laquelle la gauche n'a peut-être pas été attentive* ». Pour lui, « *il existe une frange de la société française qui est en train de grandir et pour qui l'indépendance n'est toujours pas passée* ». ■

**LES OQTF, UN PRÉTEXTE BIEN COMMODE**

Cette remarque vaut pour Gérald Darmanin, qui a évoqué ce mardi un « *rappel de l'ambassadeur* », Stéphane Romatet. Misère de la diplomatie française, le véritable ministre des Affaires étrangères est totalement inaudible. Jean-Noël Barrot a bien tenté de reprendre la main, à l'occasion du traditionnel iftar à la mosquée de Paris, la rupture du jeûne du ramadan, d'ailleurs boycotté par Bruno Retailleau malgré l'usage. « *La France est attachée à sa relation avec l'Algérie, avec laquelle nous sommes unis par des liens complexes, mais d'une densité sans équivalent et des intérêts partagés* », a listé le responsable théorique de la diplomatie française. Avant de reconnaître que « *les tensions actuelles, dont nous ne sommes pas à l'origine et qui ont connu lundi un nouveau développement problématique, ne sont dans l'intérêt de personne* ». ■

Ce « *nouveau développement* » n'a rien de neuf : il concerne les fameuses OQTF (obligation de quitter le territoire français), que Bruno Retailleau monte en épingle. À l'image de l'influenceur Doualemn que le gouvernement avait voulu expulser un peu vite en Algérie. Cette dernière avait refusé, arguant que la procédure de droit n'avait pas été respectée. Un argument confirmé par le tribunal administratif de Melun, qui avait annulé l'OQTF le 6 février,



La reconnaissance par la France, en juillet, de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, au mépris du droit international, a envenimé les relations entre Paris et Alger. Ici, Emmanuel Macron et Mohammed VI, à Rabat, le 29 octobre 2024.

LUDOVIC MARIN / POOL / AFP

ce qui avait d'ailleurs valu aux magistrats et greffiers un déferlement de haine et des menaces de mort, sans que Bruno Retailleau ni aucun membre du gouvernement s'en émeuvent. Depuis, une commission d'expulsion a autorisé le renvoi de l'influenceur, via la voie légale.

Ce lundi, c'est une liste d'une soixantaine de ressortissants algériens, présentée le 14 mars, qui a été remise aux autorités à Alger. Refusée, là aussi : un diplomate des Affaires étrangères algérien a reçu à l'occasion son homologue français pour affirmer un rejet « *sur la forme et sur le fond* ». D'abord en faisant valoir que « *la France ne pouvait unilatéralement (...) décider de remettre en question le canal traditionnel* », celui des préfectures et des consulats. Ensuite, en rejetant les « *menaces et velléités d'intimidation* », les « *injonctions et tout langage comminatoire* ». Un strict rappel au droit et au langage diplomatique.

Petit élément de comparaison : le taux d'exécution des OQTF est le même pour l'Algérie que pour la Tunisie ou le Maroc, autour de 4,4 %. Pourtant, les ministres français défilent à Rabat, avec qui les relations sont au beau fixe. La crise avec l'Algérie s'inscrit donc bien dans un contexte politico-historique. « *Les Algériens n'ont qu'un souhait : tourner la page. Comment serait-ce possible, quand, en France, des responsables politiques veulent rejouer la guerre, avec la réactivation d'un roman national archaïque et imbécile, mobilisant la nostalgie d'une grandeur coloniale perdue ?* » questionne Karima Dirèche.

## Le régime algérien en profite pour exploiter la fibre nationaliste et les ressentiments de l'histoire.

Le régime algérien joue sur du velours : l'offensive de la droite et de l'extrême droite française lui permet d'exploiter la fibre nationaliste et les ressentiments de l'histoire, à l'image du traitement réservé à Boualem Sansal (lire page 6) « *Cela va seulement conduire les Algériens à un resserrement national autour du régime* », estime Alain Ruscio. Ainsi, l'agence de presse officielle algérienne (APS) fait état de la convocation

de Stéphane Romatet, la semaine dernière, pour mettre sur la table le sujet des 61 biens immobiliers dont dispose la France en Algérie pour un loyer modique. À commencer par l'ambassade, installée sur un site de 14 hectares pour un prix équivalent à « *une modeste chambre de bonne à Paris* ». L'APS et la presse algérienne en ont fait leurs choux gras.

### LA FAUSSE MENACE D'UNE DÉMISSION

Une mesquinerie en appelant une autre, le gouvernement français a supprimé l'exemption de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique pour les dignitaires algériens, ce qui n'a fait que mettre en exergue les passe-droits dont bénéficie une « *caste de privilégiés* » algériens – l'expression est revenue dans les rares journaux locaux encore critiques du pouvoir.

Désormais, Bruno Retailleau tente de se sortir du bourbier en mettant sa démission dans la balance. Mais une note secrète révélée par *la Tribune*, le 1<sup>er</sup> mars, démontre que son offensive est pensée et préparée. Elle estime nécessaire « *d'engager un rapport de force* » et détaille les

différentes étapes de la « *riposte graduée* » dont le ministre nous rebat les oreilles. À cette cacophonie diplomatique s'oppose un assourdissant silence : celui d'Emmanuel Macron. Affaibli sur le plan politique, le chef de l'État n'a même plus l'autorité de rappeler à l'ordre son ministre de l'Intérieur. Pour Karima Dirèche, « *laisser la relation franco-algérienne aux mains de la droite extrême et de l'extrême droite est dangereux. Le silence d'Emmanuel Macron, qui observe sans rien dire son ministre de l'Intérieur se comporter en chef de la diplomatie est irresponsable* ».

En réalité, cette crise, Emmanuel Macron l'a lui-même initiée avec la reconnaissance par la France, l'été dernier, de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, au mépris du droit international et du peuple sahraoui. Cela avait d'ailleurs conduit Alger à rappeler son ambassadeur en France, Saïd Moussi. Un revirement pointé du doigt par Alain Ruscio : « *Une fois de plus, Macron a agi seul et a même surpris son entourage. Aujourd'hui, il est dans une telle situation politique d'impuissance, d'impasse, qu'il cède à une menace d'un ministre qui fait du chantage.* »

Cette nouvelle étape de relations franco-algériennes tumultueuses en dit long sur l'état de la diplomatie et du débat franco-français, qui « *se nourrit d'une terrible ignorance sur les évolutions de l'Algérie contemporaine* », pointe Karima Dirèche. « *Les idées de l'extrême droite sont au gouvernement. Avec un réflexe de retour au colonial, en tout cas à son esprit* », juge Alain Ruscio. Soixante-trois ans plus tard, l'Algérie demeure un enjeu politique, voire un ennemi, pour les tenants de cet esprit colonial. ■

BENJAMIN KÖNIG



“  
**KAOUTHER ADIMI**  
ÉCRIVAIN

## Chkoupi Retailleau

Récemment, un ami écrivain à qui j'annonçais rentrer d'un séjour à Alger, où j'étais allée rendre visite à mes parents et terminer les corrections de mon livre, m'a conseillé de ne pas trop l'ébruiter. « Tu comprends, a-t-il ajouté, en ce moment, cela risque de jouer contre toi, ce ne sera pas compris. » J'ai haussé un sourcil. Il a baragouiné quelques mots, un enchevêtrement confus mêlant Boualem Sansal, Kamel Daoud et Bruno Retailleau. J'ai tenté de lui expliquer que, si le premier était malheureusement en prison, le deuxième, lui, venait de recevoir le prix Goncourt et quant au troisième, chkoupi.

« Chkoupi » est un mot algérien sans doute dérivé du turc « çöp », qui signifie « déchets ». Les pêcheurs algériens, lorsqu'ils ne remontaient rien d'autre que des algues et autres déchets qui venaient s'emmêler aux filets, disaient qu'ils n'avaient rien d'autre que du « chkoupi », c'est-à-dire rien d'utile, que du gênant. Le mot est entré dans le langage quotidien et il n'est pas rare lorsqu'on est agacé de lâcher un « chkoupi » bien appuyé.

Bruno Retailleau ne préoccupe pas beaucoup les Algériens de l'autre côté de la Méditerranée, ils ont bien d'autres tracas. Lui, en revanche, en bon nostalgique de la colonisation, s'intéresse beaucoup à l'Algérie, dont il a fait son fonds de commerce. Derrière les postures, les postures, et encore les postures, une évidence crève les yeux : Français et Algériens, nous avons plus en commun que ce que l'époque ne veut bien laisser croire. Et, d'abord, celui de mériter mieux que cette mascarade portée par l'extrême droite. ■

“  
**ARTHUR DELAPORTE**  
PORTE-PAROLE DES DÉPUTÉS PS

## Sortir de l'hostilité

Lorsque Jean-Michel Aphatie rappelle les massacres coloniaux français en Algérie, la polémique fait rage. Alors que ces faits sont établis par la recherche historique et qu'une partie de ces crimes a été reconnue par le président de la République, les discours négationnistes ont pignon sur rue.

On aurait pu attendre autre chose de la fin des quinquennats d'Emmanuel Macron, commencés avec la promesse d'une amélioration des relations bilatérales et qui s'achèvent dans le ressentiment, avec une situation diplomatique bloquée. Depuis quand un ministre de l'Intérieur peut-il instrumentaliser les relations avec un

État étranger pour nourrir ses ambitions personnelles ?

Pour évoquer l'avenir, nous ne pouvons évidemment pas taire le durcissement autoritaire du gouvernement algérien ni le sort réservé à Boualem Sansal, qui doit être libéré immédiatement.

Des millions de femmes et d'hommes naviguent chaque année entre nos deux pays. Des familles aux histoires entrelacées autour de la Méditerranée sont prisonnières de querelles politiques. Entre la France et l'Algérie, tout reste à construire si l'on accepte de sortir du postulat de l'hostilité. Nous le devons aux Français et aux Algériens. ■

“  
**MAGYD CHERFI** ÉCRIVAIN, CHANTEUR

## La fraternité à venir

Comme je regrette de ne pouvoir appartenir à deux terres, deux langues, deux peuples, deux territoires. Comme je regrette qu'on ne puisse pas être multiples et revendiquer deux, trois, dix identités. Moi qui suis né à Toulouse, ô combien je regrette de ne pas parler l'occitan comme je regrette de ne pas savoir parler kabyle, arabe et anglais pour les besoins de mon métier. Je suis tiraillé de toutes parts car j'aime. J'aime l'Algérie, qui est la terre de mes parents, j'aime la France, où je suis né. J'aime mais on m'aime aussi à Toulouse comme à Alger. On m'aime car je défends l'Algérien comme le Français, je les défends car ils sont en moi et trouvent l'harmonie nécessaire à tout être censé penser

« l'autre » comme un élargissement de l'esprit, une élévation de l'âme. Il m'arrive cependant selon les situations d'être en butte aux contradictions de l'un ou de l'autre pays, mais j'aime l'idée du combat qui cherche la paix des braves. J'aime les pages qui se tournent pour accéder à un supplément d'âme. Je n'ai d'ailleurs pas le choix, l'Algérien qui est en moi veut protéger sa mère ; le Français, une certaine idée de la justice. Je suis le neveu de quatre oncles morts pour l'indépendance et l'héritier de la résistance antifasciste. Je suis Camus, je suis Feraoun, je suis Assia Djebbar, je suis Simone de Beauvoir. Je suis aussi la part d'ombre. Je suis enfin la passerelle qui joint les deux rives. Je suis l'élan d'une fraternité à venir. ■



“  
**SELOUA LUSTE BOULBINA**  
PHILOSOPHE, CHERCHEUSE ASSOCIÉE AU LCSP,  
UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ

## L'avenir est à la circulation

Vues de Paris, plusieurs crises sont contemporaines : Nouvelle-Calédonie, Martinique, Mayotte, bras de fer entre France et Algérie. Le virilisme politique partagé du face-à-face et de l'autoritarisme est archaïque et vain. La division des populations, inutile et incertaine. Les répétitions du passé, des deux côtés, dangereuses. Les passions tristes (peur, colère, tristesse), nocives. L'imaginaire de l'invasion est grotesque et monstrueux. L'arabophobie et l'islamophobie, délétères. L'antialgérianism, pénible et inopportun. La xénophobie ferme et enferme. La mémoire courte de certains politiciens et journalistes bellicistes n'est-elle pas une injure au passé ? Au présent ? L'histoire est longue, la vie brève. N'est-il pas préférable d'éviter les affronts et les affrontements, de privilégier les liens et les relations, le voisinage maritime, les projets communs ? L'avenir est au partage, à l'échange, à la circulation. C'est plus fécond. Il est temps de défaire le rapport colonial et de parier sur la génération alpha. ■



“  
**IAN BROSSAT**  
SÉNATEUR COMMUNISTE

## Un discours dangereux pour notre cohésion nationale

adroite mène une offensive concertée sur la question de l'Algérie. Elle cherche à saturer le débat médiatique autour des questions de l'immigration, en instrumentalisant les divergences qui existent entre nos États pour réveiller de vieilles haines. Ces propos sont dangereux pour notre cohésion nationale. Cela vise à faire de l'Algérie un bouc émissaire. Cela crée aussi une espèce d'ennemi de l'intérieur en jetant le soupçon sur les Français d'origine algérienne.

Pour la droite, l'immigration sert d'ardoise magique pour effacer tous les autres débats, faire en sorte que la question sociale disparaît totalement des radars.

Nous avons besoin d'une coopération entre États souverains et indépendants. Les rapports entre la France et l'Algérie doivent passer par la franchise. Il faut être capables de présenter sereinement les différends, comme sur la libération de Boualem Sansal ou la reprise des personnes sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français. Mais, en aucun cas, ces différends ne doivent être instrumentalisés. Nous commémorons les 80 ans du massacre de Sétif le 8 mai prochain. Les liens de franchise passent aussi par le fait que la France regarde en face son passé colonial, les crimes commis pendant la guerre d'Algérie. ■



STEPHANE FRADET

**“ CÉDRIC VILLANI MATHÉMATICIEN, ANCIEN DÉPUTÉ, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION JOSETTE ET MAURICE AUDIN**



## Rêves et sang partagés

**O**n peut jouer au rancunier, au « C'est lui qui a commencé » et « Il m'a manqué de respect ! ». Et pour le coup, entre la France et l'Algérie, si l'on joue à ce jeu, ce n'est certainement pas le pays qui a, au nom de la civilisation, organisé les décapitations de masse, enfumages de masse, torture de masse des Algériens sur leur propre terre qui gagnera la joute rhétorique.

Ou bien on peut prendre acte de l'histoire commune. Les rêves et le sang partagés, coulant dans nos veines de part et d'autre de la Méditerranée, faisant des Français et des Algériens des peuples aussi émotivement attachés l'un à l'autre que des frères à la relation ombrageuse. Et construire un avenir commun.

Mes ancêtres ont vécu en Algérie pendant cent trente ans de colonisation. Ils y ont été marchand, conducteur de diligence, fonctionnaire, contrebandier, médecin et truand, ils ont vibré et aimé en Algériens sur cette terre algérienne. « Tu es ici chez toi », me disait-on dans les rues d'Alger quand je demandais mon chemin, cherchant la maison natale de mon père. Je repense aux bras ouverts de ces frères étrangers et aux étoiles dans les yeux des étudiants algériens assoiffés de conférences, et je vois la fraternité humaine. Voilà deux peuples au destin lié, qui ont une belle histoire à écrire ensemble, avec des émotions et talents à partager encore dans un monde plein de défis. ■

**“ CLÉMENCE GUETTÉ  
VICE-PRÉSIDENTE FI  
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

## Fantasme raciste

**L**'amitié franco-algérienne va mal. En France, les dirigeants au pouvoir redoublent d'hostilité contre les Algériens à des fins de politique intérieure. Combien de fois avons-nous entendu un homme politique de droite dénoncer l'accord franco-algérien de 1968 ? Notre voisin est devenu le chiffon rouge de ceux qui agitent le fantasme raciste d'une invasion migratoire pour une minute de gloire sur des chaînes de télévision extrême-droites.

Ces embardées ont des conséquences concrètes dans la vie de millions de personnes. Nos familles mélangent descendants d'immigrés, de pieds-noirs, d'appelés, de harkis et de juifs algériens par millions. La France peut faire mieux. Elle doit regarder son passé avec humilité, à commencer par les massacres semés durant la colonisation. Elle doit aussi bâtir un espace d'entraide, en particulier face au changement climatique qui charrie déjà canicules et incendies de part et d'autre des rives de la Méditerranée. Nous pouvons bâtir des coopérations futures, comme la création d'une chaîne de télévision en plusieurs langues qui unirait nos peuples.

Ces lendemains franco-algériens devront être bâtis par les peuples. Il y a six ans, de part et d'autre de la mer, on se soulevait face à la caste, gilets jaunes ici, hirak là-bas. Nos peuples valent mieux que ceux qui les divisent. ■



**“ YASMINA KHADRA ÉCRIVAIN**

## Une misérable manœuvre

**C**e qu'il se passe sur le plan politique en France trahit une profonde crise intérieure que les gouvernements successifs tentent de déplacer de son véritable contexte. Le récent gouvernement, qui a appelé à la rescoufle d'anciens premiers ministres « faillitaires » dans l'espoir de colmater les brèches du navire en naufrage, panique plus que les précédents et s'évertue à privilégier la diversion au détriment du bon sens. Ne trouvant pas de solution à son problème, il lui cherche un coupable, en l'occurrence l'Algérie. Tout ce tapage, notamment les ruées dans les brancards de M. Retailleau, n'est qu'une misérable fausse manœuvre dont les agitateurs ne mesurent guère les conséquences. L'Algérie a ses problèmes et tente de les surmonter. Sans fard ni fanfare. Elle n'a rien à voir avec les dérives politiques de l'État français. Et l'expulsion ratée d'un Algérien indésirable ne change rien aux préoccupations des Français. Ce ne sont pas les tribunes incendiaires

dans la presse, ni les diatribes claironnantes des va-t-en-guerre, encore moins les plateaux de télé formatés qui apporteraient un soupçon d'éclaircie à cette effarante mentalité de

la provocation outrancière. De son côté, l'Algérie se doit de garder son calme et de ne pas aller sur le terrain miné sur lequel veulent l'attirer des carriéristes insolés, galvanisés par des chaînes d'info en quête d'Audimat aux dépens de la forme et du fond, et surtout de la déontologie. Les Français en Algérie sont bien accueillis dans toutes nos villes et villages. Ils n'ont qu'à toquer à n'importe quelle porte pour se sentir chez eux. Nous sommes, nous Algériens, un peuple généreux, hospitalier et xénophile. Nous essayons de trouver une voie, dans la tourmente de tous les jours, qui nous sortirait la tête de l'eau. Nous n'avons nul besoin de surenchérir ou de nous compliquer une existence déjà copieusement malmenée. Et les Français, aussi. Ils veulent que leurs gouvernements œuvrent dans le bon sens et apportent la solution à leurs tracasseries. Ils n'ont que faire d'un bouc émissaire ou d'un souffre-douleur qui ne modifierait pas d'un iota la liste de leurs réclamations et de leurs exigences. Que le gouvernement Bayrou s'assagisse et se focalise sur la meilleure façon d'accomplir sa mission, plutôt que de se hasarder là où il n'a rien à glaner, sinon des risques qu'il serait stupide et suicidaire de courir. ■



**“ SABRINA SEBAIHI DÉPUTÉE DU GROUPE ÉCOLOGISTE ET SOCIAL**

## Pour une réconciliation sincère

**T**rop souvent, les crispations mémoire et les arrière-pensées politiciennes ont pris le pas sur l'essentiel : la construction d'un avenir commun fondé sur la vérité, la reconnaissance et la coopération. Aujourd'hui, les deux parties doivent revenir à la modération. À la raison. L'histoire, parfois douloureuse, qui lie nos deux pays ne doit pas être un fardeau, mais un levier pour une réconciliation sincère.

Cela passe par un travail de mémoire sans complaisance. La reconnaissance des massacres du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata est une nécessité. La France ne peut prétendre à une relation apaisée avec l'Algérie sans regarder ce passé en face.



De même, la restitution des effets personnels de l'émir Abdelkader, figure de la résistance algérienne, serait un geste fort. L'émir Abd El Kader incarne une histoire partagée, faite de luttes mais aussi de respect mutuel. Rendre ce qui lui appartient, c'est envoyer un signal : celui d'une France qui ne craint plus la justice mémorielle, mais qui l'assume pour mieux avancer. Notre avenir ne

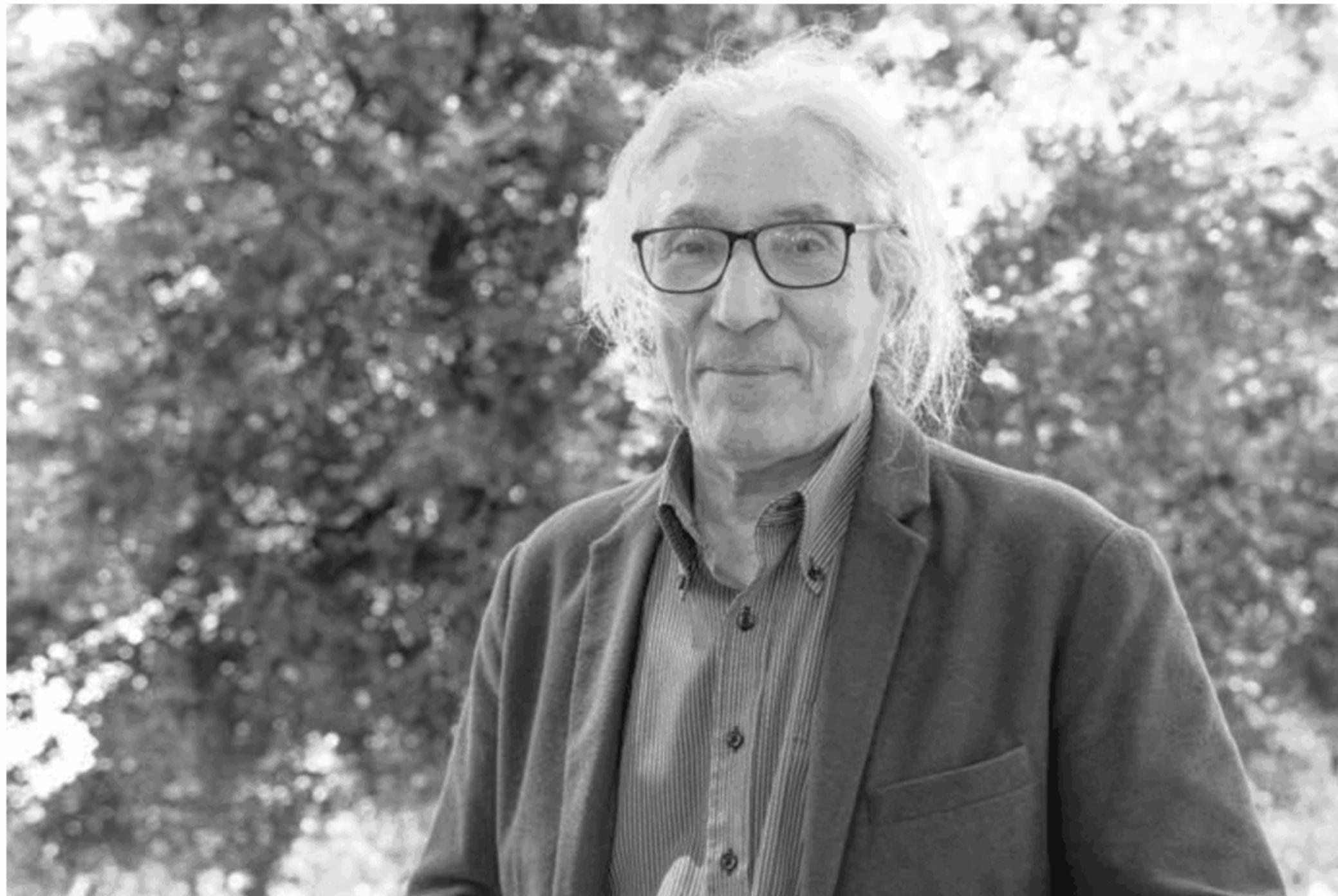
peut être prisonnier des rancoeurs du passé. Nos jeunesse partagent une histoire, une langue, des liens familiaux et culturels. La France et l'Algérie doivent choisir la coopération plutôt que l'hostilité stérile. L'heure n'est plus aux postures symboliques, mais aux actes concrets. ■

**“ KARIMA DIRÈCHE  
HISTORIENNE, DIRECTRICE  
DE RECHERCHE AU CNRS**

## Mémoire traumatique

**C**omme Franco-Algérienne, je suis sidérée par la violence du ton employé, et pour tout dire assez peinée du tour que prennent les choses. Ces discours extrémistes, franco-français, désignent au fond les Algériens de France et les binationaux comme une cinquième colonne prête à toutes les duplicités, dont il faudrait se méfier. Nous sommes des citoyens des deux rives, des citoyens de plein droit, riches de nos compétences, des langues que nous parlons, des cultures que nous partageons. Nous avons reçu en héritage cette histoire de migration inscrite dans une histoire coloniale. C'est un legs difficile à assumer : les Algériens assument cette mémoire traumatique avec résilience, en toute discréption, loin des instrumentalisations d'une certaine rhétorique anticoloniale par un régime en mal de légitimité. L'histoire coloniale est tramée par la violence : les protagonistes eux-mêmes ont revendiqué cette violence. S'adosser au ressentiment est stérile : cette histoire en partage, même avec ses malheurs, même avec cette violence, pourrait au contraire déboucher sur un avenir commun, sur des projets, sur des circulations confiantes, sur des coopérations mutuellement avantageuses. L'Algérie est le pays avec lequel la France a le plus à partager. ■





L'écrivain est accusé d'« atteinte à l'intégrité territoriale ». Il risque la prison à perpétuité. Ici, le 1<sup>er</sup> juin 2024, à Nice. ERIC DERRUAUX/HANS LUCAS/AFP

# La place de Boualem Sansal n'est pas dans une prison

De nombreuses voix s'élèvent contre la détention arbitraire du romancier à Alger. Son éditeur et son avocat ont saisi, entre autres instances internationales, l'Organisation des Nations unies.

**B**oualem Sansal, arrêté le 16 novembre 2024 à l'aéroport d'Alger, est depuis incarcéré dans une unité pénitentiaire d'un hôpital de la capitale. L'écrivain s'était longtemps fait un devoir de ne pas abandonner son pays natal. Il venait d'acquérir la nationalité française lorsqu'il a été appréhendé par la police à son arrivée à Alger. Il est accusé d'« atteinte à l'intégrité territoriale ». Il risque la prison à perpétuité. Le 2 octobre, il avait tenu des propos polémiques sur l'origine des frontières actuelles

de l'Algérie avec le Maroc, dans le média français d'extrême droite *Frontières*, où il fait partie du comité d'experts.

Il affirmait alors que le royaume chérifien n'avait pas été colonisé, « parce que c'est un grand État » et que, « quand la France a colonisé l'Algérie, toute la partie ouest de l'Algérie faisait partie du Maroc : Tlemcen, Oran et même jusqu'à Mascara ». Son arrestation est intervenue peu après que la France eut modifié sa position sur le Sahara occidental en reconnaissant contre le droit international, le 30 juillet, « la souveraineté marocaine » sur cette terre. L'Algérie avait aussitôt gelé ses relations avec Paris.

Pour M<sup>e</sup> Zimeray, l'avocat français de l'écrivain, « Boualem Sansal est clairement l'otage de la relation dégradée entre Alger et Paris ».

## « J'ÉCRIS POUR NE PAS MOURIR »

Saïd Salhi, ancien vice-président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, dissoute en juin 2022, réfugié en Belgique, a, quant à lui, déclaré dans *le Monde* qu'« il y a une volonté de faire payer à la France, à travers Boualem Sansal, son revirement sur le Sahara occidental ».

Le 13 mars, un autre chef d'accusation, « intelligence avec des parties étrangères »,

a été retenu contre l'écrivain. « Pourquoi pas l'inclure pour intelligence tout court ? » s'est indigné M<sup>e</sup> Zimeray, qui, deux jours plus tôt, déplorait, lors d'un point de presse chez Gallimard, ne plus avoir de nouvelles de son client. Il a mentionné des pressions exercées sur Boualem Sansal à deux reprises, afin qu'il change d'avocat. L'écrivain aurait protesté avec vigueur, évoquant la possibilité d'une grève de la faim. « Un couvercle de peur, de menace et d'intimidation s'est abattu sur lui et sur ses proches », ajoute M<sup>e</sup> Zimeray, qui a rappelé que Boualem Sansal souffrait d'un cancer. L'avocat a vivement regretté que, malgré ses deux demandes de visa, il n'ait pu se rendre sur place et avoir accès au dossier. Il a décidé de « saisir les organes de l'ONU, du Haut-Commissariat des droits de l'homme », afin de dénoncer le caractère arbitraire de cette détention. « Toutes les grandes instances multilatérales dont l'Algérie fait partie, l'Union africaine en tête », seront également saisies.

Jean-Marie Laclavetine, l'éditeur de Boualem Sansal, nous a dit redouter, depuis vingt-six ans, l'arrestation du romancier. « Il répétait : « Non, je ne viendrais pas m'installer en France. Je reste dans mon pays. » Il y avait un côté bravache qui suscitait mon admiration et mes craintes. On avait fini par s'habituer, ajoute-t-il, à cette situation où un écrivain libre ne retenait pas ses coups contre le régime algérien, les militaires et les islamistes, les « turbans » comme il disait. »

Dès son premier livre, *le Serment des barbares*, en 1999, Boualem Sansal confiait à Jean-Marie Laclavetine : « J'écris pour ne pas mourir. » « Ce roman, c'était la description furieuse, désespérée, drôlatique, crépusculaire d'un pays saisi par le chaos. »

## DES PROPOS SULFUREUX, CONTESTABLES

« Je l'ai connu à la fin de la décennie noire », se souvient l'éditeur, qui évoque un homme « très intelligent, déterminé et doux, d'un commerce très agréable ». Arrivé chez Gallimard par La Poste, le manuscrit avait immédiatement « ébloui » Laclavetine par son ton « féroce, drôle et tout à fait impitoyable ». « Sansal était très critique envers tous les pouvoirs, non seulement le pouvoir algérien, mais surtout le pouvoir religieux qui était son pire ennemi. »

Boualem Sansal, dans ses déclarations politiques, tient des propos sulfureux, contestables. En 2018, il accusait le gouvernement français de participer « au plan de conquête de la planète par la soumission de ses habitants à l'islam ». Jean-Marie Laclavetine reconnaît qu'« au fil des ans il a fait une fixation radicale contre l'islamisme, qui l'a conduit à avoir des propos discutables que je ne veux pas discuter ». Pour nombre d'écrivains et d'intellectuels, défendre Boualem Sansal relève de la défense de la liberté d'expression. C'est le sens de la tribune de Joseph Andras parue dans *l'Humanité* du 24 novembre. « Quand un État frappe un faiseur de phrases, qu'importe les phrases. (...) Car laisser à l'État le droit de frapper un jour, c'est l'autoriser à frapper un autre jour : ce pourra très bien être nous, partisans de l'égalité. » ■

MURIEL STEINMETZ

a présente crise entre Paris et Alger est d'une exceptionnelle gravité. Est-elle inédite ?

Le rappel de l'ambassadeur algérien en France, l'été dernier – un poste toujours vacant à ce jour – est inédit. Quant à la litanie des reproches adressés par Bruno Retailleau à l'Algérie, entre autres sur le refus des OQTF, elle signale une instrumentalisation à des fins de politique intérieure qui avait rarement atteint un tel degré.

Mais il faut se souvenir que, depuis l'indépendance en 1962, la question algérienne s'est toujours invitée dans les campagnes électorales, la vie politique et intellectuelle française. En 1973, la vague de crimes racistes et l'attentat à la bombe contre le consulat d'Algérie à Marseille (qui avait fait 4 morts et 12 blessés graves – NDLR) ont entraîné une crise diplomatique très grave. Deux ans plus tard, la visite de Valéry Giscard d'Estaing, premier chef d'État français à fouler le sol de l'Algérie indépendante, s'est très mal passée : elle a entraîné un long refroidissement. La relation s'est réchauffée avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, mais, de nouveau, elle s'est dégradée en janvier 1992, quand François Mitterrand a condamné l'arrêt du processus électoral (alors que le Front islamique du salut était en passe de remporter les premières élections libres et pluralistes – NDLR). En février 2005, le vote par l'Assemblée nationale française d'une loi exaltant les « aspects positifs » de la colonisation a torpillé le projet de traité d'amitié entre les deux pays porté par Jacques Chirac après sa visite à Alger, deux ans plus tôt. Il faut citer, encore, en 2007, la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, qui n'a pas hésité à jouer sur la nostalgie de l'Algérie française pour siphonner les voix du Front national, dont c'était le vieux fonds de commerce. Pour la première fois, un candidat venu des rangs de la droite traditionnelle, républicaine, du courant gaulliste, faisait siennes les antennes de l'extrême droite : la grandeur de la France, la nostalgie de l'Empire, le regret de « l'abandon » de l'Algérie française.

**Bruno Retailleau s'inscrit dans ce sillage, en radicalisant le propos...**

Oui. C'est le pur produit de cette mutation de la droite républicaine amorcée par Nicolas Sarkozy, de la liquidation du legs gaulliste. D'où sa reprise des thèmes classiques de l'extrême droite sur l'immigration, la remise en cause du droit du sol, jusqu'à la remise en question de la décolonisation. À quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle en 2012, Nicolas Sarkozy avait failli se laisser convaincre par son conseiller Patrick Buisson, issu de l'extrême droite, de dénoncer les accords d'Évian qui ont mis fin à la guerre d'Algérie. L'accord franco-algérien de 1968 aujourd'hui vilipendé par la droite fait suite aux accords d'Évian qui prévoient la libre circulation entre les deux pays. La bataille sur 68, c'est la

# « Il n'y a pas eu d'examen de conscience sur la colonisation »

L'historien **Benjamin Stora**, partie prenante d'une commission mixte franco-algérienne dont les travaux sont aujourd'hui gelés, met en garde contre les instrumentalisations par la droite et l'extrême droite de la crise diplomatique en cours.

bataille sur les accords d'Évian. C'est une remise en cause de la politique du général de Gaulle sur la question de l'indépendance algérienne. Et dans cette bataille, la frontière qui existait entre droite et extrême droite est progressivement effacée.

**La polémique autour des propos de Jean-Michel Aphatie sur les « Oradour en Algérie » a mis en lumière une profonde méconnaissance des crimes coloniaux, alors même qu'une riche historiographie s'est développée sur ce sujet ces vingt dernières années. Comment l'expliquez-vous ?**



**BENJAMIN STORA**  
Historien

De jeunes historiens ont investi ce champ de recherche, avec des travaux remarquables qui ont bénéficié de l'ouverture des archives. Le paradoxe, c'est que la jeune génération s'empare de la question coloniale, tandis que des responsables politiques en sont encore à discuter de prétendus aspects positifs de la colonisation.

C'est que cette question coloniale touche un point sensible : celui du nationalisme français, qui s'est en grande partie forgé au XIX<sup>e</sup> siècle, sous la monarchie comme sous la République, dans le creuset des

conquêtes et de l'Empire colonial. L'Algérie occupait dans ce dispositif une place à part : c'est le seul pays colonisé qui a été rattaché administrativement à la France. Il a été considéré comme une partie de la France. La séparation a été ressentie, de ce fait, comme une crise de la nation française. Avec l'indépendance, l'enjeu, pour la société française, c'était la fin de la guerre, le retour du contingent. L'anticolonialisme n'était porté que par une minorité. Il n'y a donc pas eu d'examen de conscience sur la réalité du colonialisme.

**Comment sortir de cette crise ?**

Je ne suis ni diplomate ni ministre. J'ai rendu au président de la République, en 2021, un rapport sur les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie. J'ai préconisé des actions symboliques, comme la reconnaissance de la responsabilité de l'État français dans les assassinats d'Ali Boumendjel et de Larbi Ben M'hidi, comme ce fut le cas en 2018 pour Maurice Audin. C'est tout le sens du travail engagé par la commission mixte franco-algérienne d'historiens, qui s'est réunie cinq fois, et dont le travail est hélas gelé en raison de cette crise diplomatique. Ma préoccupation aujourd'hui est d'empêcher tout retour en arrière sur ces acquis qui risquent d'être remis en cause compte tenu de l'avancée de l'extrême droite. Le dialogue n'est pas rompu avec mes collègues historiens algériens. Il faut impérativement préserver cet espace de discussion. Pour le reste, l'espace commun entre la France et l'Algérie continue d'exister au gré des crises : il est ancré dans la vie et dans l'histoire longue. ■

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ROSA MOUSSAOUI**



À Sétif, en 1945. L'armée française a réprimé dans le sang les manifestations indépendantistes du 8 mai, faisant des dizaines de milliers de morts. TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

Dernier ouvrage paru : *L'Algérie en guerre. Un historien face au torrent des images*, l'Archipel, 2024.

«Le sens de la désobéissance civile,  
c'est de rappeler l'esprit des lois.»

Hannah Arendt

## L'HOMME DU JOUR



Idrissa Barry

Figure de l'opposition burkinabée et coordinateur du mouvement Sens (Servir et non se servir), Idrissa Barry a été enlevé ce mardi par des hommes se présentant comme des gendarmes. Alors qu'il participait à une réunion, à la mairie de Saaba, une commune proche de Ouagadougou. Le 11 mars, Idrissa Barry a dénoncé un massacre perpétré à Solenzo contre des civils peuls, une communauté soupçonnée de complicité avec les djihadistes. Le mouvement qualifie ces exécutions de «*punitions à connotation génocidaire*», une critique en règle qui aurait, selon ses proches, provoqué l'enlèvement d'Idrissa Barry. De son côté, le régime militaire nie toute implication dans le massacre de Solenzo et dénonce une «*vaste campagne de désinformation*». Le gouvernement burkinabé justifie son action et son maintien au pouvoir par la nécessité de combattre le terrorisme islamiste. Dans cette logique, le régime dirigé par Ibrahim Traoré a mis en place les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), des milices civiles soutenant l'armée dans sa lutte contre les djihadistes, et qui sont impliquées dans plusieurs massacres.

Cet enlèvement n'est pas un cas isolé. Depuis le coup d'État de septembre 2022, le pouvoir militaire d'Ibrahim Traoré réprime durement les opposants politiques. Interpellé sans mandat ni motif officiel, Barry rejoint une longue liste de personnalités visées par cette stratégie de disparitions forcées. Guy Hervé Kam, autre figure du mouvement Sens, avait lui aussi été enlevé à deux reprises avant d'être placé sous contrôle judiciaire pour «complot». Selon l'ONG Armed Conflict Location & Event Data, depuis le coup d'État de 2022, les violences au Burkina Faso se sont intensifiées. Elles ont causé la mort de 26 000 personnes dans le pays. ■

ZUBEYDE CACAN

## L'œil de Jul

LES ASTRONAUTES COINCÉS SUR L'ISS  
DE RETOUR SUR TERRE



LA BONNE NOUVELLE La justice américaine résiste à l'offensive Trump

La justice américaine continue d'envoyer des signaux forts contre les politiques réactionnaires de l'ère Trump. Dans une série de décisions marquantes, les tribunaux ont réaffirmé leur rôle essentiel dans la défense des droits fondamentaux et la protection des institutions démocratiques. Parmi ces avancées, la suspension par une juge fédérale d'un décret jugé «discriminatoire», signé par Donald Trump, visant à exclure du service militaire les personnes transgenres. Un tribunal fédéral a par ailleurs contesté la

suppression de l'agence de développement Usaïd. Il a jugé cette décision probablement inconstitutionnelle, car outrepassant le rôle du Congrès dans le contrôle des agences fédérales. Enfin, la Cour suprême elle-même s'est invitée dans le débat sur l'équilibre des pouvoirs. Sous la plume de son président, le conservateur John Roberts, elle a rejeté l'idée que le président puisse, comme Donald Trump menaçait de le faire, décider seul de la destitution d'un juge fédéral pour un désaccord judiciaire. ■

CLARA-AMEL MORAL

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Justice** Le collectif Restitution Afrique, composé de onze ONG, a porté plainte, mardi 18 mars, contre le milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré, devant le Parquet national financier. En cause : les «liens étroits et assumés avec les élites politiques et économiques» du Ghana, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Togo et de la Guinée qu'aurait entretenus le groupe Bolloré, afin d'obtenir des faveurs et s'enrichir sur le dos des populations locales.

**Santé** Manque de personnel, fermeture de lits... Avec plus de 45 minutes en dix ans, le temps d'attente aux urgences ne cesse d'augmenter, selon un baromètre de la Drees, publié ce mercredi 19 mars. Au total, la moitié des patients passés par un service d'urgence en 2023 y ont séjourné plus de 3 heures, contre 2 heures 15 en 2013.



LE BILLET  
DE MAURICE  
ULRICH

BRUNO ARIBÈRE SU

## L'IA de gauche

L'intelligence artificielle serait de gauche. C'est du moins ce que semble révéler, selon *le Figaro*, une étude conduite par une start-up, Trickstr, dont les experts ont testé les différents modèles d'IA, même celui d'Elon Musk. Ainsi, les personnalités préférées des Français seraient François Ruffin, Raphaël Glucksmann, Marine Tondelier et Fabien Roussel. Les intelligences artificielles seraient-elles à ce point intelligentes, enfin, à peu près ? La réalité est un peu plus décevante. Les IA, après des dérapages, ont été et restent entraînées avec des corrections en même temps qu'elles vont plutôt chercher dans des textes de qualité. On estime alors qu'elles sont «sécurisées». Sinon, selon l'expérience d'un des chercheurs impliqués qui a étudié une IA non sécurisée, c'est-à-dire non entraînée à produire des réponses acceptables, elle en est venue à faire l'éloge du nazisme. Au vu du cours du monde, elle était peut-être en avance. Une seule certitude : l'intelligence artificielle n'est pas spontanément intelligente. ■

! C'EST UN SCANDALE

## Macron et les expulsions de SDF

«*Vous avez bien fait et vous avez toute ma confiance*», a lancé le 17 mars Emmanuel Macron à Fabienne Buccio, la préfète du Rhône. Un soutien appuyé à la responsable d'une expérimentation, désavouée par plusieurs ministres, consistant à remettre plus vite à la rue les sans-abri hébergés pour accélérer leur turnover.

COUP DE PROJECTEUR

## Un «féminoscope» en France

#NousToutes lance une enquête nationale pour mesurer la perception féministe dans la société française. Ce «féminoscope», anonyme et ouvert à toutes et tous, vise à mieux sensibiliser autour des violences de genre. Une analyse utile, à l'heure où l'écart se creuse entre hommes et femmes sur l'appréhension de ces sujets.



Le ministre de l'Économie, Éric Lombard (à gauche), et le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, à l'Assemblée nationale, le 4 mars. LUDOVIC MARIN/AFP

# L'épargne dans le viseur de l'exécutif

**INDUSTRIE** Le gouvernement s'apprête à développer de nouveaux produits bancaires et assurantiels pour réorienter une partie des 6 400 milliards d'euros d'épargne des citoyens vers le financement de la défense. Ce que la gauche dénonce en raison d'un risque de tarissement du soutien au logement social.

**E**t si dormait un trésor pour la guerre ? Au vu des bouleversements géopolitiques sur le conflit russe-ukrainien, voilà une question qui anime la réflexion du gouvernement français à la recherche de financement massif pour la base industrielle et technologique de défense. « Il faut augmenter les cadences et les capacités de production », martèle Matignon, qui souhaite que le budget annuel double d'ici à 2030, passant de 50 milliards d'euros à 100 milliards. Depuis deux semaines au moins, les ministres se succèdent de plateau en plateau pour appeler à la mobilisation financière, publique comme privée. Et surtout de l'épargne.

Ce jeudi, Éric Lombard et Sébastien Lecornu, respectivement ministre de l'Économie et ministre des Armées, recevront à Bercy des entreprises du complexe militaro-industriel et différents financeurs – banques, fonds d'investissement, assureurs, Caisse des dépôts, Bpifrance. L'objectif ? « Renforcer le dialogue », assure-t-on au gouvernement. Si plusieurs annonces sont attendues, l'une va concerner la mobilisation de l'épargne des Français. « Puisqu'il n'est pas question d'augmenter les impôts, il faudra bien trouver des sources de financement », argumente le député Modem Erwan Balanant.

## « LES FRANÇAIS ONT PEUR DE LA DESTRUCTION DE LEUR MODÈLE SOCIAL »

« D'un côté, vous avez des Français qui veulent investir dans leurs entreprises de défense, soit par intérêt, soit par patriotisme, écrivait, dimanche, Éric Lombard sur LinkedIn. De l'autre, des entreprises françaises de la défense qui ont besoin de capitaux pour (...) répondre à leur carnet de commandes. »

C'est pourquoi le gouvernement lorgne les 6 400 milliards d'euros cumulés sur les livrets, assurances-vie et autres placements. Le chiffre fourni par la Banque de France donne le tournis à la Macronie, qui voudrait réorienter cette manne. « Se dire que cet argent va permettre de réarmer le pays, je trouve que c'est intéressant », lance avec gourmandise Sébastien Lecornu sur France Inter.

L'exécutif devrait annoncer sa volonté de développer de nouveaux produits, pour « offrir la possibilité aux Français, s'ils le souhaitent, de placer leur épargne ». Si la création d'un « livret défense » sur le modèle des Livrets A et développement durable pilotés par la Caisse des dépôts a un temps été évoqué, l'entourage d'Éric Lombard cite plutôt des produits de type assurance-vie. « Si vous garantissez demain des taux d'intérêt très attractifs sur la défense à 6 ou 10 %, il y a un risque de dépouiller les Livrets A ■■■

**Les ministres se succèdent de plateau en plateau pour appeler à la mobilisation financière, publique comme privée.**

## ANNONCES JUDICIAIRES

Le journal *l'Humanité* est officiellement habilité pour l'année 2025, pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements : 93, 94.

Arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait

- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,237 euro H.T. le caractère

### DISSOLUTION

#### LA CASA POUTCH

SARL au capital de 90 000 euros

Siège social : 21, avenue de

Lattre-de-Tassigny,

94100 Saint-Maur-Des-Fossés

881 979 801 RCS Créteil

L'AGE du 13 mars 2025 a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social. Modification au RCS Créteil.

■■■ et développement durable. Ce qui va déséquilibrer le logement social et les politiques environnementales », craint un conseiller en patrimoine d'une grande banque.

« Mais pourquoi y a-t-il autant d'épargne immobilière ? fait mine de questionner la députée PS Anna Pic. Parce que les Français ont peur de la destruction de leur modèle social, que le gouvernement veut transformer. » La socialiste n'est pas opposée à la création d'un « livret défense », par ailleurs proposé par les sénateurs de son parti, à condition qu'il y ait « plus de débat, plus de démocratie, plus de transparence » sur la situation internationale : « On ne peut pas dire aux Français "Confiez-nous votre épargne et nous saurons quoi en faire". Ils doivent être sûrs de la manière dont elle sera utilisée, car les armes ce n'est pas rien. »

#### « CONCERNANT LE RÉGALIEN, C'EST L'ÉTAT QUI DOIT PAYER »

Les autres formations de gauche sont beaucoup plus réservées sur cette mobilisation de l'épargne, levier que le gouvernement avait jusqu'ici toujours refusé d'utiliser pour financer d'autres secteurs. Par exemple pour « renforcer la souveraineté » en rachetant la dette française dont plus de la moitié est détenue à l'étranger, comme le propose l'écolo-giste Sandrine Rousseau. Pour elle, « c'est à l'Europe de lever le crédit et de finan-

cer sur ses fonds propres » un potentiel effort de guerre. « Pour le régional, c'est l'État qui doit payer et pas l'épargne des Français », abonde un parlementaire socialiste.

« Dans ma circonscription, les gens se demandent où le gouvernement va trouver les milliards qu'il cherche pour la défense, raconte le député PCF Jean-Paul Lecoq. Ils ne veulent pas que ce soit dans la vie sociale, la santé, la sécurité ou l'éducation. » Plaidant pour que la Commission européenne libère davantage de crédits, le communiste veut que « l'épargne des Français reste là où elle est utile, c'est-à-dire pour le logement social ». Aurélie Trouvé, présidente insoumise de la commission des Affaires économiques, craint aussi que cela vire à la « guerre sociale » : « Dans ce moment historique, on doit faire des choix. L'urgence est de fortifier l'unité du peuple. Il faut utiliser ces fonds pour le logement social. » ■

EMILIO MESLET

**Après le Gard et le Puy-de-Dôme, je me suis rendu, la semaine dernière, à Bordeaux,** à la rencontre des élus locaux de notre famille politique. La capitale de la Gironde, le plus grand département de France, subit, avec le TGV qui la place à deux heures de Paris, un marché du logement pris dans la folie de la hausse des prix et de la gentrification. Cela rime avec une ségrégation sociale et spatiale qui envoie les classes moyennes et populaires en périphérie de la ville. Un phénomène d'exclusion urbaine sur lequel surfe le Rassemblement national (RN) dans un département qui fut au cœur de la mobilisation des gilets jaunes. Le parti d'extrême droite fait d'ailleurs de la Gironde l'un de ses laboratoires électoraux. Et l'une des égéries du RN, la députée du département, Edwige Diaz, est chargée nationalement de « l'implantation locale du parti ». **Bordeaux et sa rocade, c'est aussi la ville qui porte le triste record de ville la plus embouteillée de France.** Mais un projet de RER métropolitain porté historiquement par les élus locaux communistes est sur la table pour décongestionner le trafic, réduire la pollution et rendre plus accessible la capitale de la Gironde à toutes et tous.

## Une concurrence libre et non faussée pour les armes

Dévoilé mercredi par la Commission, le livre blanc de la défense européenne sera présenté, ce 20 mars, aux 27 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne.

**F**auconen chef de l'Union européenne (UE), le commissaire à la Défense et à l'Espace, Andrius Kubilius, a présenté le nouveau livre blanc de la défense européenne le 19 mars, aux côtés de la haute représentante pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, l'Estonienne Kaja Kallas. Le texte devrait être soumis dès ce jeudi aux 27 chefs d'État et de gouvernement de l'Union. Long de 19 pages, il est censé mettre en musique le plan Réarmer l'Europe, monté dans l'urgence à la suite du désengagement pourtant prévisible des États-Unis en Ukraine et en Europe. Il signe avant tout l'absence totale de vision des Européens quant à leur propre sécurité.

#### LES VINGT-SEPT MÉNAGENT LA CHÈVRE ET LE CHOU

La récente nomination d'Andrius Kubilius, ancien premier ministre lituanien, à son poste actuel signait déjà une orientation résolument atlantiste du nouvel exécutif européen et la bascule géopolitique de l'Union sur son flanc est. Lors de son audition devant le Parlement en novembre dernier, il avait d'emblée apporté cette clarification : « Ne vous attendez pas

à ce qu'il y ait une quelconque concurrence entre l'Otan et moi-même. » Or, si l'Otan n'a pas la capacité de lever directement des fonds, il semble désormais que l'UE se conçoit comme un simple instrument financier de l'Alliance, répondant aux voeux formulés par le président états-unien, Donald Trump, de transfert de la charge aux États européens.

#### Pour le plus grand bonheur de Trump, l'UE est réduite au rang d'instrument financier de l'Otan.

Faute d'avoir pu trancher le débat, les Vingt-Sept ménagent la chèvre et le chou quant à une préférence européenne pour les achats. Si un « marché unique européen de la défense » est évoqué, il n'est toutefois pas une obligation pour les États atlantistes qui préféreraient se fournir auprès des États-Unis. Cette fuite en avant fédérale privée les pays d'une partie de leur souveraineté en la matière au nom de la concurrence. « Le contenu européen est important. Au moins 65 % des pièces contenues dans tel ou

tel armement doivent être d'origine européenne », a souligné la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, mardi à Copenhague (Danemark).

Reste le problème du financement. Pour appliquer le plan Réarmer l'Europe d'un montant de 800 milliards d'euros, la Commission européenne requiert l'activation de la clause de sauvegarde nationale d'ici à avril afin d'autoriser les pays à s'affranchir des règles de discipline budgétaire pour les achats liés à la défense et leur permettre de consacrer jusqu'à 1 % de leur PIB à l'armement pendant quatre ans. C'est précisément ce qu'a fait l'Allemagne, ce 18 mars, en imposant une révision de la règle d'or, qui permet l'adoption d'un budget militaire colossal. Le frein à la dette continuera en revanche de s'appliquer pour les investissements écologiques et sociaux. La procédure d'achats groupés européens sous l'égide de la Commission, comme ce fut le cas pour l'achat de vaccins pendant la pandémie de Covid, ne fait pas l'unanimité. Pour la France, c'est à l'Agence européenne de défense d'exercer ce mandat. Mais, en la matière, la Commission atlantiste semble vouloir garder la main. ■

LINA SANKARI

### LA CHRONIQUE DE PHILIPPE RIO

MAIRE DE GRIGNY,  
ÉLU « MEILLEUR MAIRE  
DU MONDE » EN 2021



dans des centres de mûrissement. La CGT ports et docks et les élus locaux portent ainsi, à Bordeaux, un projet pour atteindre la capacité de 400 000 conteneurs l'année, en lieu et place des 18 000 actuels. Autre comble industriel et écologique : le vin de Bordeaux et le cognac charentais traversent la France jusqu'au Havre en camions pour être stockés, puis distribués à travers le monde.

**Les métropoles portent l'image libérale de l'exclusion vers l'extérieur telle une force centrifuge.** Des métropoles qui cultivent le mépris de classe. Nous sommes, nous, porteurs de métropoles de partage et de coopération à travers une économie circulaire, une écologie populaire, des mobilités tournées vers l'emploi et le travail (multimodalité, ports, fleuves, fret ferroviaire) ou encore le développement des transports en commun. Un nouveau récit métropolitain doit s'écrire et il doit être coopératif et en partage ! La gauche et les écologistes ont déjà transformé l'essai de l'eau en bien commun avec la création d'une régie publique pour préserver la ressource en eau et faire baisser les factures des usagers. Un combat que les communistes locaux portent depuis 1994... ■

## La banane de Bordeaux

**La Gironde est aussi touchée de plein fouet par des bouleversements climatiques avec un trait de côte** qui ne cesse de reculer sous l'effet de la montée des eaux. Et, au fur et à mesure du réchauffement climatique, le vin et les vignes sont, dans la région, peu à peu remplacés par des oliviers et du chanvre pour l'industrie textile. **Bordeaux, c'est aussi le paradoxe de la banane. Les bananes des Antilles arrivent de l'Atlantique** à Dunkerque pour être ensuite livrées par des files sans fin de camions à Bordeaux,



## IMPAYÉS À L'ADAR

Les salariés de l'aide à domicile pour actifs et retraités à Condé-en-Normandie (Calvados) seront en grève les 20 et 21 mars. En cause : salaires impayés, baisse d'activité et gestion catastrophique. La CGT réclame la préservation des emplois.

## COLÈRE À FRANCE TRAVAIL

Une intersyndicale de France Travail, réunissant CFTC, CGT, FSU, STC et Solidaires, a lancé mardi un appel à la grève pour le 1<sup>er</sup> avril. Ils dénoncent notamment la loi plein emploi qui dégrade l'accueil des usagers comme leurs conditions de travail.

## GOOGLE ET APPLE DANS LE VISEUR

L'UE accuse Google et Apple de violer les règles de concurrence du marché numérique. Pour Google, en imposant son monopole sur les moteurs de recherche et, pour Apple, en bloquant la compatibilité de ses appareils. Bruxelles prévoit des amendes si elles passent outre.

# Retraites : chronique d'un fiasco annoncé

**R**equiem pour un conclave ? Du dispositif conçu par François Bayrou, il ne reste plus grand-chose. En à peine trois semaines, les négociations ont enregistré trois déflections – après celle de FO et l'U2P (organisation patronale), c'est celle de la CGT qui est à l'ordre du jour –, si bien que l'avenir du conclave s'écrit en pointillés. Il faut dire que le premier ministre a tout fait pour plomber l'ambiance, à coups de déclarations fracassantes qui ont déboussole jusqu'aux syndicalistes les plus conciliants. Même s'il est encore un peu tôt pour administrer l'extrême-onction, il est temps de faire la genèse d'un fiasco annoncé.

### 14 JANVIER : UN CONCLAVE MAL-NÉ

Suspendra, suspendra pas ? Ce 14 janvier, tous les parlementaires attendent le nouveau premier ministre au tournant, qui doit prononcer un discours de politique générale dans lequel il dira ce qu'il compte faire de l'encombrante réforme des retraites de 2023 (recul de l'âge légal de 62 à 64 ans), massivement rejetée par les Français. Au lieu de prendre parti, Bayrou botte en touche : il demande aux « partenaires sociaux » (syndicats et patronat) de renégocier le texte de la réforme pour l'améliorer, et promet qu'en cas d'accord ce dernier sera transféré dans un texte de loi. En cas d'échec, la réforme continuera de s'appliquer.

Mais, dès le départ, rien ne va. La référence religieuse (un conclave est une réunion des cardinaux élisant le nouveau pape) fait dresser des cheveux sur la tête de certains syndicalistes. « C'est le côté catho de Bayrou, se marre un négociateur. Mais le mot est très mal choisi : une organisation syndicale négocie pour améliorer les droits des travailleurs, pas pour élire le Saint-Père... » Étymologiquement, un conclave signifie « pièce fermée à clé » : un aveu implicite de la volonté gouvernementale de « verrouiller » les discussions ? « La CGT ne participera à aucun conclave, recadre séchement Sophie Binet sur LCI. C'est une question de laïcité mais aussi de principes : qui dit conclave dit secret. Nous ne faisons aucune négociation secrète. »

### 20 FÉVRIER : LA COUR DES COMPTES S'EN MÈLE

Pour assurer de la pureté de ses intentions, François Bayrou a promis qu'il n'avait, sur la question des retraites, ni « totem ni tabou ». Une formule fourre-tout et surtout très floue. En réalité, cet obsédé de l'endettement public a une idée derrière la tête : dramatiser la question des déficits publics pour rendre caduc tout retour à 62 ans. De



Le 17 janvier, à Paris, Michel Beaugeas, FO, Sophie Binet, CGT, Frédéric Souillot, FO, Denis Gravouil, CGT, après une réunion sur les retraites. ISA HARSIN/SIPA

**NÉGOCIATIONS** Alors que la CGT va quitter le « conclave » voulu par François Bayrou, l'avenir des discussions sur la réforme de 2023 est plus que jamais posé. Le gouvernement en porte une large part de responsabilité.

toute façon, il sait pertinemment que les discussions ont toutes les chances d'échouer, avec un patronat farouchement hostile à l'abandon de la réforme de 2023. Cette proposition de « conclave » a été pensée par Bayrou comme monnaie d'échange, contre la promesse du Parti socialiste de ne pas censurer le gouvernement en janvier.

Pour cadrer les discussions, il commande à la Cour des comptes un rapport sur l'état financier des régimes de retraite. Sans surprise, la Cour rend un rapport très orienté idéologiquement, le 20 février. « Les perspectives sont préoccupantes malgré la réforme de 2023 », écrit-elle. Dès 2025, le déficit devrait atteindre 6,6 milliards d'euros, puis 15 milliards en 2035, et environ 30 milliards en 2045. Surtout, elle écarte d'emblée toute proposition de

hausse du taux de cotisations pour équilibrer le régime, au motif – peu étayé – que cela détruirait des dizaines de milliers d'emplois. À la place, elle suggère d'allonger la durée de cotisations ou de repousser l'âge légal.

### 27 FÉVRIER : PREMIÈRE RÉUNION ET PREMIÈRE DÉFLECTION

Les négociations commencent fort mal. La veille du coup d'envoi, un haut responsable syndical nous confiait son amertume : « Honnêtement, je ne vois pas de sortie. Je suis de très près ce type de négociations depuis plus de dix ans, et c'est la première fois depuis longtemps que je suis aussi pessimiste : le patronat ne veut rien lâcher. Et si, à l'arrivée, les négociations échouent, on nous fera endosser la responsabilité de cet échec. »

## L'AGENDA



**Du 18 au 23 mars** Mobilisation des professionnels des arts, du spectacle et de la culture à l'appel de la CGT, SUD et la CNT, contre le désengagement financier de l'État et des collectivités.

**20 mars** La CGT, la CFTC, la CFE-CGC, Solidaires, la FGR-FP et LSR, Ensemble & Solidaires manifestent partout en France pour la protection sociale et le pouvoir d'achat des retraités.

**20 mars** Préavis de grève à l'académie de Créteil déposé par l'intersyndicale FSU-FO-Unsa-CGT-SUD éducation.  
**22 mars** Des partis de gauche, associations et syndicats défileront

dans le cadre de la Journée internationale contre le racisme.  
**7 avril** Le collectif Notre santé n'est pas à vendre propose de battre le pavé contre le « *recul historique de l'accès aux soins* ».

Peu de temps après le début des réunions, coup de théâtre : FO décide de claquer la porte, dénonçant une « mascarade ». Le début d'une série de défections.

#### 16 MARS : LA SEMAINE DU COUP DE GRÂCE

C'est François Bayrou qui décide lui-même de planter le deuxième clou dans le cercueil. En se déclarant personnellement opposé à tout retour aux 62 ans, ce dimanche 16 mars, le premier ministre tombe le masque : les négociateurs débattent en pure perte de l'âge légal, puisqu'un retour à 62 ans ne sera pas inscrit dans la loi. Deux jours plus tard, la confusion est à son comble. Alors que plusieurs poids lourds du gouvernement sortent les rames pour assurer que ce sont bien les « partenaires sociaux » qui auront le dernier mot, le premier ministre en rajoute une couche : il maintient ses positions.

Consternation chez les organisations syndicales. Le 18 mars, la CGT lance une consultation auprès de ses structures internes (unions départementales et fédérations), pour savoir si elles souhaitent que la confédération quitte les négociations. Verdict : la piste du départ l'emporte largement.

La CFDT, elle, compte participer à la réunion du « conclave » prévue ce jeudi, mais pour exiger un changement complet de ses règles : Marylise Léon, secrétaire générale de la centrale, veut « *s'affranchir de la lettre de cadrage* » et négocier « *avec ceux qui ont envie vraiment de travailler* » pour ouvrir « *un autre conclave* ».

En attendant, tous se perdent en conjectures pour expliquer le jusqu'au-boutisme de Bayrou. « *Il doit faire le pari que les députés n'oseront pas déposer une motion de censure en raison du contexte international*, suppose Régis Mezzasalma, chargé des retraites à la CGT. Son message implicite est le suivant : « *L'urgence économique, c'est de financer l'effort de guerre, pas un retour aux 62 ans.* »

Un pari hasardeux pour Stéphane Viry, député Liot pourtant peu client d'un retour à 62 ans : « *Je rappelle que ce gouvernement n'a pas de majorité. François Bayrou joue avec le feu : il suffit que le PS dépose une motion de censure soutenue par le reste de la gauche et le RN, et le gouvernement sautera.* » ■

CYPRIEN BOGANDA

## Vent debout contre la casse de la culture

**MOBILISATION** Une intersyndicale appelle à défendre un secteur public menacé par les coupes budgétaires. En point d'orgue, une journée d'actions, ce jeudi, dans tout le pays.

C'est depuis le Théâtre des 13 Vents, à Montpellier, capitale de l'Hérault, que la charge a été sonnée, mardi 18 mars, contre la casse du service public de la culture. Dans ce département, l'exécutif dirigé par le socialiste Kléber Mesquida a annoncé, à la surprise générale, la suppression de la totalité des crédits publics non obligatoires en direction du secteur culturel, devançant en quelque sorte la purge votée en Pays de la Loire par Christelle Morançais (Horizons). Une annonce brutale qui laisse présager un avenir sombre pour le service public de la culture, menacé sur l'ensemble du territoire par la nouvelle cure d'austérité imposée aux collectivités par le gouvernement. « Nous comprenons les contraintes budgétaires mais avons dit que nous pouvions nous entendre sur les valeurs. Ce n'est manifestement pas le cas », accuse l'intersyndicale inédite, rassemblant organisations de salariés et d'employeurs, qui s'est réunie

avant le vote du budget par l'assemblée départementale, prévu le 24 mars. « Nous interprétons ce choix comme une décision politique et idéologique visant à écraser la voix de tout un secteur », accusent les organisateurs. Mais, au-delà du cas héraultais, il s'agissait, depuis Montpellier, de lancer la mobilisation nationale. « Ce qui touche l'Hérault ou les Pays de la Loire ne s'arrête pas à leurs frontières. La culture, c'est la circulation des œuvres et toute coupe aura des répercussions beaucoup plus larges », a alerté Joris Mathieu, directeur du Théâtre Nouvelle Génération à Lyon et coprésident du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac), qui rappelle que le « *secteur (culturel) est l'un des derniers qui peut avoir une efficience contre la montée des idées d'extrême droite* ». ■

#### DES MILLIERS D'EMPLOIS MENACÉS

Ce jeudi, une journée nationale de mobilisation se déploiera sur l'ensemble du territoire. « Nous

CLÉMENT GARCIA

(Publicité)

**l'Humanité** magazine

**Enfants de Daech ABANDONNÉS PAR LA FRANCE**

REPORTAGE EXCLUSIF

LA RENCONTRE CULTURE : CHARLES BERLING LANCE SA LETTRE

LE PORTRAIT J. B. HANDE, UN VICE-PRESIDENT PLUS TRUMPISTE QUE TRUMP

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX jeudi 20 mars

### DANS CE NUMÉRO

**À LA UNE** Les enfants de Daech que la France ne veut pas voir. Plus de 120 mineurs avec leurs mères vivent encore dans des camps en Syrie, sous la surveillance des forces kurdes. Avocat et familles se mobilisent pour rapatrier ces enfants en danger.

**La rencontre** L'acteur et metteur en

scène Charles Berling se bat pour la démocratisation de la culture et alerte sur la marchandisation larvée du secteur.

**Le portrait** J. D. Vance, le vice-président fanatique plus trumpiste que Donald Trump.

**Culture** Voyage en coulisses avec

les stand-uppers, ces ouvriers spécialisés du rire, entre blague et précarité.

**Il était une fois** Gorbatchev, l'état de grâce éphémère du dirigeant soviétique qui voulut tout changer.

**Et tous nos rendez-vous...**

**l'Humanité**  
magazine

Roubaix, Wattrelos (Nord),  
correspondance particulière.

**«** Is nous lâchent des miettes ! » Ce mardi 18 mars, la colère prédomine dans le hall de La Redoute, à Roubaix. La détermination aussi : « On va continuer, on lâche rien ! » crient plusieurs dizaines de salariés qui travaillent à Wattrelos, dans l'entrepôt logistique du groupe, nommé Quai 30. La direction vient de proposer une prime de 2100 euros brut, censée accompagner le transfert au 1<sup>er</sup> juin, annoncé le 7 février, des 332 salariés de Quai 30 vers le logisticien ID Logistics, avec qui La Redoute signerait un contrat de six ans. La mobilisation, soutenue par FO et la CGT, a rapidement démarré, jusqu'à un piquet de grève dont le tribunal judiciaire de Lille a ordonné la levée le 13 mars, une dizaine de jours après son installation, jugeant que « le blocage (...) constitue un trouble manifestement illicite », avec astreinte de 400 euros par personne en cas de non-application.

Évoquant un « projet porteur d'avenir pour le site logistique », La Redoute explique qu'elle « garderait la propriété du site et de ses infrastructures », confiant « la gestion opérationnelle de Quai 30 à ID Logistics ». Le groupe vante « un véritable projet industriel », visant à « développer le plein potentiel de Quai 30 en accueillant de nouveaux clients et marques tiers sur un site qui n'est utilisé qu'à 50 % de ses capacités », créant ainsi, selon elle, « de nouveaux emplois ».

L'avocat du CSE, M<sup>e</sup> Mario Califano, « analyse (le projet) comme une opération de prêt de main-d'œuvre à but lucratif ou de marchandise, formellement interdite par la loi ». À l'Humanité, La Redoute affirme se conformer à « l'obligation de transfert des salariés » imposée par le Code du travail en cas de « transfert d'activité ». Elle ajoute qu'elle « garantit le maintien du pouvoir d'achat (salaires et primes incluses) » et qu'elle apporte « des garanties supplémentaires à la loi », comme « la préservation des jours d'ancienneté », « le maintien des horaires actuels » ou encore « des primes partenaires et titres-restaurants ».

#### **« NOUS NE POURRONS PAS SUIVRE LES CADENCES DEMANDÉES »**

« On a de gros doutes », commente Smaïl Bella, délégué central CGT, qui se demande comment un simple contrat commercial peut apporter de telles garanties. Lessalariés, qui passeront de la convention collective de la vente à distance à celle des transports, y perdront, est persuadé M<sup>e</sup> Califano, qui s'interroge sur l'avenir des « accords internes » actuels, dont ceux portant sur la participation et l'intérêt. « Le coût salarial horaire est (à Quai 30) de 33 euros, alors que le point mort de rentabilité d'ID Logistics est de 25 euros », développe l'avocat.

Par ailleurs, le site traite 20 millions de colis par an, alors qu'ID Logistics viserait dans six ans « plus de 30 millions », selon La Redoute. Cette augmentation de production et cette baisse du coût horaire s'accompagneraient-elles d'une hausse de la

# La Redoute renvoie les salariés de son entrepôt

**COMMERCE** Le groupe de vente à distance veut confier à ID Logistics la « gestion opérationnelle » de son site de Wattrelos, dans le Nord. Il conserverait les bâtiments et les machines, mais pas le personnel.



Wattrelos (Nord), le 12 mars. Piquet de grève des employés de La Redoute. MATHIEU DRÉAN

productivité ? ID Logistics n'a pas répondu à cette question, ni aux autres que lui a posées l'Humanité. Un point d'autant plus sensible qu'environ 30 % des salariés de Quai 30 auraient des restrictions liées à un handicap.

« On ne pourra pas suivre les cadences qui nous seront demandées », craint Bruno, reconnu travailleur handicapé, rencontré sur le piquet de grève. « Beaucoup ont des séquelles dues aux gestes répétitifs ou au fait de rester debout pendant sept heures vingt. Il y a de plus en plus de dossiers d'inaptitude ou de temps partiels thérapeutiques », assure Ali Hattabi, de FO. « Le soir, quand on rentre chez nous, on est abrutis par le bruit. Je souffre d'acouphènes », ajoute Chantal, à bientôt

#### **REPORTAGE**

**« On tient à montrer à la direction qu'on n'est pas prêts à se laisser faire. »**

SMAÏL BELLA, DÉLÉGUÉ CENTRAL CGT

62 ans, dont quarante-quatre ans d'ancienneté à La Redoute.

Le piquet de grève a été marqué par des tensions et des vexations, comme ces visites répétées d'un huissier de justice ou cette interdiction d'utiliser les toilettes de l'entreprise. Depuis la levée du piquet, les salariés de Quai 30 n'ont « pas le cœur à l'ouvrage », constate Smaïl Bella, tandis que les débrayages d'une à deux heures se multiplient : « On tient à montrer à la direction qu'on n'est pas prêts à se laisser faire. »

À l'exigence de ne perdre aucun avantage en passant à ID Logistics, la CGT ajoute une revendication : obtenir une prime de transfert de 100 000 euros. Le syndicat rappelle que,

fin janvier, La Redoute a annoncé que ses comptes s'étaient enrichis de 44,5 millions d'euros. Soit le reliquat, jusque-là placé dans une fiducie, des 180 millions d'euros versés par Kering (François-Henri Pinault) en 2014, pour financer des mesures sociales lors de la vente pour 1 euro symbolique de La Redoute à deux cadres de l'entreprise, accompagnée de 1 178 licenciements. Depuis, la famille Moulin-Houzé (Galerie Lafayette) a racheté l'entreprise. À Quai 30, on estime que cette somme revient aux salariés. En 2014, la lutte avait duré plusieurs mois et donné lieu à une grande manifestation dans Roubaix. « Il faut sortir (la mobilisation) de la boîte et s'adresser aux autres travailleurs, analyse le délégué FO Nordine Ouali, car La Redoute tient à son image. » ■

LUDOVIC FINEZ



Le 18 mars, rassemblement en hommage aux victimes de l'incendie de la boîte de nuit de la ville de Kočani.

ROBERT ATANASOVSKI / AFP

# En Macédoine du Nord, la révolte face à un État défaillant

**BALKANS** À Skopje, la jeunesse appelle à se mobiliser contre le pouvoir conservateur en place. Cela fait suite à l'incendie d'une discothèque de Kočani, qui a fait 59 morts et plus de 150 blessés.

Skopje (Macédoine du Nord), correspondance particulière.

« **M**orts à cause de la corruption », « Votre système tue l'avenir d'une génération entière »... Les messages griffonnés sur des pancartes improvisées exprimaient la colère et les visages étaient graves, mais pas un cri ne montait de la foule rassemblée durant plus d'une heure, mardi soir, dans le centre de la capitale de la Macédoine, Skopje. « Nous sommes en deuil, c'est un hommage, pas une manifestation, le temps n'est pas encore venu pour cela »,

expliquent trois jeunes gens portant un gilet jaune. La plupart des personnes rassemblées ont l'âge des victimes brûlées vives dans l'incendie de la discothèque Pulse de Kočani, à 3 heures du matin, dimanche : de 15 à 25 ans. On dénombre 59 morts et plus de 150 blessés, dont beaucoup ont été transférés dans les pays voisins, en Bulgarie, en Serbie ou en Turquie. « Je connais bien cette discothèque et je savais qu'un drame allait se produire un jour ou l'autre, explique Nikola, originaire de Kočani. Il n'y a qu'une seule entrée, l'autre porte reste toujours fermée. »

Des rassemblements similaires à celui de Skopje ont été organisés mardi soir dans d'autres villes de Macédoine du Nord, alors que l'autopsie et l'identification des corps

des 59 victimes viennent de s'achever. Par contre, le pronostic vital de beaucoup des 150 blessés reste engagé, notamment parmi les cas les plus graves qui ont été transférés à l'étranger, le service des grands blessés de l'hôpital de Skopje ayant fermé ses portes en 2016 pour raisons financières. Néanmoins, dès lundi soir, outre l'immense douleur des familles cherchant à avoir des nouvelles de leurs enfants, la colère se faisait déjà entendre à Kočani, dont les citoyens ont jeté des œufs sur la mairie et détruit le café Classic, qui appartient à Dejan Jovanov Deko, également propriétaire de la discothèque Pulse. Selon les médias macédoniens, celui-ci aurait été arrêté à l'aéroport de Skopje, alors qu'il tentait de quitter le pays.

Lundi, Ljupco Papazov, le maire de Kočani, a annoncé sa démission sur sa page Facebook pour des « raisons morales ». Il est membre du VMRO-DPMNE, le parti conservateur revenu au pouvoir au printemps dernier. Or plusieurs déclarations du premier ministre Hristijan Mickoski semblent rejeter toutes les responsabilités du drame sur le ministère de l'Économie, qui a délivré les licences d'exploitation de la discothèque. « Le parquet déterminera dans quelle mesure le maire est responsable. Si vous prétendez que nous le protégeons parce qu'il est du VMRO-DPMNE, vous mentez. Nous ne protégerons personne », a tonné Hristijan Mickoski.

#### UNE VINGTAINE DE PERSONNES PLACÉES EN GARDE À VUE

Le bâtiment qui abritait la discothèque Pulse a été construit en 1999, sans aucun permis, pour abriter un atelier textile. Cela a été légalisé en 2005, mais on ignore quand il a été converti en discothèque. Rénové l'an dernier, il aurait disposé d'une licence délivrée par le ministère de l'Économie, mais qui pourrait se révéler être un faux... La loi sur l'hôtellerie et la restauration dispose que les mairies doivent tenir un registre de tous les établissements accueillant du public. Le gouvernement a promis une enquête rapide, tandis qu'une

**« Chez nous, il n'y a jamais de responsables, quelle que soit la couleur politique du gouvernement. »**

KRISTINA, ENSEIGNANTE

de français à Skopje. « Personne n'a été condamné pour ces drames. Chez nous, il n'y a jamais de responsables, quelle que soit la couleur politique du gouvernement. Les lois existent mais elles ne comptent pas, tout dépend des protections politiques. »

« Ce n'est pas un parti qui est en cause, c'est tout un système », renchérit Ivana, qui a été de toutes les mobilisations citoyennes des vingt dernières années. Depuis l'indépendance du pays, en 1991, les conservateurs du VMRO-DPMNE et les sociaux-démocrates du SDSM se sont succédé au pouvoir, sans que jamais les pratiques ne diffèrent malgré les discours promettant régulièrement l'éradication de la corruption. « Le temps de la mobilisation va venir dès la semaine prochaine », explique Blendi Hodai, étudiant en dernière année de philosophie à Skopje.

« Nous devons exiger la pleine lumière sur toutes les tragédies qui ont endeuillé la Macédoine. » Il reconnaît pourtant qu'il sera dur de soulever la chape de plomb que font peser les deux partis. Mais, « cette fois, c'est trop », poursuit Ivana. Si nous ne nous révoltons pas maintenant, quand le ferons-nous ? » ■

JEAN-ARNAULT DÉRENS

# Fébrile, le pouvoir turc arrête le principal opposant à Erdogan

**DÉMOCRATIE** Le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, qui compte concourir à la présidentielle en 2028, a été arrêté. Après les formations kurdes, le parti kényaliste du CHP est visé pour empêcher toute alternance à la tête du pays.

**L**es autorités turques ont franchi un nouveau palier dans la répression. Une centaine d'élus et de membres du Parti républicain du peuple, social-démocrate (CHP), ont été arrêtés ainsi que des journalistes. La principale figure est le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, qui devait être investi dimanche pour la présidentielle de 2028. Le bureau du procureur l'accuse de corruption, le désignant comme le chef d'une « organisation criminelle à but lucratif ». Le ministre de la Justice évoque aussi le « soutien à une organisation terroriste ». Des griefs utilisés par le pouvoir islamo-conservateur du Parti de la justice et du développement (AKP) pour évincer toute forme d'opposition.

Depuis sa détention, Ekrem Imamoglu a posté sur X : « Le peuple donnera la réponse nécessaire aux mensonges, aux complots, aux gens qui volent la volonté du peuple. » Pour Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris et auteur de la Turquie, un partenaire incontournable, « c'est étonnant et révélateur d'une forme de fébrilité du pouvoir et de l'AKP. Ces dernières

années, la répression visait essentiellement les formations kurdes, le DEM, le HDP (Parti démocratique des peuples). Depuis plusieurs semaines, elle vise désormais le CHP. Ce mercredi, une étape supplémentaire est franchie avec une figure de premier plan au niveau national ». ■

#### RASSEMBLEMENTS INTERDITS

L'agence de presse Anadolu a détaillé les accusations de « terrorisme », en évoquant « l'aide » au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit). Selon le média en ligne Bianet, cette enquête porte sur la coopération entre le CHP et le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM) lors des municipales de 2024. Le président du CHP, Özgür Özel, a dénoncé « un coup d'État ». « L'arrestation intervient après la défaite de l'AKP aux municipales, où la formation d'Erdogan a subi de nombreux revers dans les grandes villes. Le président turc, qui ne peut pas normalement se représenter en 2028, perçoit une vraie menace avec le maire d'Istanbul. Il apparaît comme une possible alternance, d'où cette fuite en avant avec le risque de s'en prendre symboliquement au

parti de Mustafa Kemal Atatürk », estime Didier Billion.

Recep Tayyip Erdogan a besoin de modifier la Constitution pour se représenter. Aujourd'hui, le président ne dispose pas d'une majorité nécessaire. Seul l'appui d'autres formations, dont les Kurdes, pourrait lui permettre d'aboutir. Mais l'AKP n'a rien formulé après l'appel depuis sa prison du chef du PKK, Abdullah Öcalan, à la dissolution de sa formation.

Devant les protestations spontanées de soutien au maire de 53 ans, le gouverneur a interdit tous les rassemblements jusqu'à dimanche. La veille de l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, l'université d'Istanbul avait également annulé son diplôme, afin d'entraver sa candidature à la présidentielle. Car la Constitution exige un diplôme de l'enseignement supérieur. « Imamoglu, qui dirige une agglomération de 16 millions d'habitants, est extrêmement populaire. Il concurrence l'AKP en captant une partie de l'électorat traditionnel en s'émancipant partiellement du courant le plus étroitement kényaliste du CHP », constate Didier Billion. ■

VADIM KAMENKA

## DROIT DE SUITE Conflit en RDC : rencontre secrète Tshisekedi-Kagame

Le face-à-face a pris tout le monde de court. Les présidents congolais Félix Tshisekedi et rwandais Paul Kagame, dont l'animosité réciproque n'est plus à démontrer, se sont secrètement rencontrés mardi, à Doha, sous l'égide de l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad al-Thani. Glaciale lors du début de l'échange, l'atmosphère se serait ensuite réchauffée entre les deux principales parties prenantes du conflit sanglant dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), selon l'Agence congolaise de presse. Dans un bref communiqué publié dans la foulée, le ministère des Affaires étrangères qatari a souligné leur

engagement « en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel », et qu'ils convenaient « de poursuivre les discussions engagées à Doha afin d'établir les bases solides pour une paix durable ». Une avancée diplomatique confirmée en tous points par Kinshasa plus tard dans la soirée, Kigali ayant dans le même temps appelé à traiter les « causes profondes du conflit ». Du côté de la presse congolaise, la prudence reste de mise. D'autant que cette entrevue surprise court-circuite le processus de paix de Luanda : le même jour, des pourparlers devaient débuter en Angola entre les autorités congolaises et le Mouvement du

23 mars (M23), soutenu par l'armée rwandaise. Discussions avortées du fait du retrait soudain du groupe armé antigouvernemental congolais, causé par les sanctions prises lundi par l'Union européenne à son encontre. Celles-là mêmes, visant également l'armée rwandaise, ont pressé Paul Kagame de dialoguer avec son homologue congolais au Qatar. Si, après moult refus, Félix Tshisekedi s'est finalement résolu à une négociation directe avec le M23 à Luanda, cette nouvelle séquence ouverte à Doha laisse entrevoir un maigre espoir de désescalade dans l'est de la RDC, ce malgré l'absence des principaux belligérants autour de la table. ■

ANTOINE PORTOLES



Un jeu sans fin,  
de Richard Powers. P. 18

La nuée des âmes,  
de Mike McCormack. P. 18

Artaud pensée et corps,  
d'Uno Kuniichi. P. 19

# «Pour une paix entre deux peuples libres et égaux»

**LITTÉRATURE** L'écrivain israélien Dror Mishani, qui a dirigé les pages livres de *Haaretz*, publie chez Gallimard *Au ras du sol*, son récit sur six mois de guerre après le 7 octobre 2023.

**D**ror Mishani (48 ans) est d'abord connu comme auteur de romans policiers. Il a traduit Roland Barthes en hébreu. Il a le projet de traduire Frantz Fanon, son auteur de prédilection. Son livre *Au ras du sol* expose sans peur, au jour le jour, son état d'esprit d'Israélien progressiste sur la vie quotidienne en temps de guerre.

**La traduction en français de votre journal de guerre, écrit par un pacifiste, est bienvenue en France dans la mesure où la majeure partie de l'information sur le conflit israélo-palestinien ne fait entendre qu'un son de voix belliciste...**

Je suis très heureux de la parution de mon livre en France. Le 7 octobre 2023, j'étais à Toulouse pour participer à un festival de littérature policière. Je suis rentré précipitamment à Tel-Aviv. J'étais écrasé comme tout le monde par ce qu'il se passait. J'écrivais un roman policier. Je l'ai arrêté. J'ai cessé mon enseignement à l'université de Tel-Aviv : la rentrée universitaire a été reportée. L'écriture de ce journal m'a sauvé. J'allais chaque jour une ou deux heures dans la chambre forte qui me sert aussi de bureau et de bibliothèque. Je m'y enfermais pour prendre du recul tout en étant entouré de livres. Écrire et lire m'ont aidé à penser la guerre. Joseph Roth le dit, après la Première Guerre mondiale : « Il ne s'agit plus d'inventer des histoires. Le plus important, c'est d'observer. » J'ai commencé par prendre des notes. Dès la deuxième semaine, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire suisse *Das Magazin* m'a proposé d'écrire un journal pour le publier à la fin de l'année. Ensuite, ma maison d'édition en Allemagne m'a offert de continuer la rédaction du journal pour en faire un livre.

**« Nombreux sont ceux qui sont persuadés qu'un pays sans Palestiniens est chose possible. J'ai peur que le pire soit devant nous. »**

#### Pourquoi ce titre, *Au ras du sol* ?

Ce n'est ni le titre en hébreu ni celui en allemand. Mon éditrice en France, Marie-Caroline Aubert, a proposé « *Au ras du sol* ». L'expression est présente dans mon dernier roman, quand je fais dire à mon enquêteur, à la fin, qu'il préférait observer le monde du rez-de-chaussée, « parce que, du tout, on ne voit pas le visage des êtres humains ».

#### *Au ras du sol* est-il publié dans votre pays ?

Il est publié aujourd'hui en France et en Israël. Je rentre demain. La première décision avait été de ne pas le publier en hébreu parce que c'est un livre très risqué. J'ai l'habitude de me cacher derrière mes personnages, Avraham Avraham, mon enquêteur. J'aime le voile de la fiction. Là, je suis complètement exposé, pas seulement moi, mais aussi ma famille. C'est aussi un livre qui adopte une position politique précise.

#### La censure sévit-elle actuellement en Israël ?

Il s'agit plutôt d'une autocensure. En ce moment, les écrivains, les cinéastes, les artistes en général ont peur de donner publiquement leur avis. Depuis le 7 octobre, de nombreuses personnes de gauche ne croient plus à la possibilité de la paix avec les Palestiniens. Ceux qui n'ont pas changé de point de vue craignent de s'exprimer. Le consensus est actuellement écrasant et violent psychologiquement.

#### Comment l'information sur Gaza est-elle traitée sur les chaînes israéliennes en ce moment ?

On ne veut pas savoir ce qu'il se passe à Gaza. On s'en fout. On ne nous a même pas annoncé que l'invasion terrestre avait commencé. Tous les Israéliens ne sont pas dans ce cas mais les médias si, en général. Il y a un journal exceptionnel, *Haaretz*, qui effectue un travail extrêmement important qui consiste à nous faire regarder la réalité de Gaza en face ainsi que celle de la Cisjordanie.

#### Votre point de vue sur cette guerre atroce peut-il être partagé en Israël ? Si oui, par qui ?

Il y a des Israéliens, des juifs comme moi, qui seront d'accord avec ma critique non seulement de notre gouvernement et de notre armée, mais aussi de la politique de l'État d'Israël depuis des décennies. Les citoyens israéliens qui sont des Arabes palestiniens seront d'accord avec moi. Je ne suis pas le seul. Il n'y a pas assez de voix mais il y a des Israéliens qui croient encore qu'on peut arrêter cette guerre infinie.

#### *Au ras du sol* ne couvre que six mois du conflit après l'attaque terroriste du Hamas. Pourquoi s'être arrêté à ce moment-là ?

Ma maison d'édition allemande a voulu publier le livre à l'été 2024. Il a fallu deux ou trois mois pour la traduction. Cela m'a permis de structurer mon journal pour en faire un ouvrage publiable.

#### Vous êtes connu pour avoir écrit cinq romans policiers traduits en français au Seuil et dans la « Série noire ». Vous considérez-vous comme le personnage récurrent de vos polars. Êtes-vous Avraham Avraham ?

Non, je ne suis pas policier. Je raconte dans ce livre ma courte histoire avec l'armée et ma décision de me faire réformer. Impossible pour moi d'être un inspecteur de police. Toutefois, le personnage de mon inspecteur et moi, nous avons presque le même âge et nous sommes nés tous les deux dans le même quartier de la banlieue sud de Tel-Aviv. Sans partager les mêmes positions politiques, nous avons le même regard « *au ras du sol* » sur les gens.

#### Dans quel état se trouve Tel-Aviv ces temps-ci ?

C'est dur à dire mais la vie y est maintenant presque normale. Du moins, le prétend-on. Il faut travailler, élever les enfants. Cafés et restaurants sont pleins. La guerre est toujours là. Cette dichotomie est omniprésente dans la tête des Israéliens. Nous faisons comme si la guerre avait lieu très loin, voire qu'elle était finie. Chacun sent bien que c'est faux.



FRANCESCO MATTINU/GALLIMARD

## ENTRETIEN

### Que pensez-vous du projet de Donald Trump de transformer la terre martyre de Gaza en « Riviera » pour touristes fortunés ?

Ses idées sont tellement dangereuses. Rien de tel n'a été entendu depuis les années 1930 : transférer des millions de gens. Expulser de leur terre des millions de Palestiniens. De telles idées ont déjà pris racine dans l'imagination politique des Israéliens. Nombreux sont ceux qui sont persuadés qu'un pays sans Palestiniens est possible. J'ai peur que le pire soit devant nous. Si transférer des millions de Palestiniens devient chose légitime, alors qui nous dit que d'ici vingt ans, sous un autre gouvernement américain, ne se posera pas la question du transfert de millions de juifs... De telles idées ne doivent pas être mises sur la table. Il est difficile de continuer à espérer en Israël, à Gaza, en Cisjordanie. Trump veut détruire le peu qu'il reste.

### Il est inévitable dans une situation aussi tragique que des conflits aient lieu au sein des familles. Qu'en est-il chez vous ?

La guerre est entrée partout. Elle a transformé les liens entre les membres d'une même famille. C'est clair surtout

pour mes enfants qui ne sont pas reconnus par l'État d'Israël comme juifs, car leur mère est catholique. Ils ont toujours questionné leur identité. Leur réaction face à la guerre a été totalement différente. Mon fils s'est enfermé dans son identité un peu anglaise, détachée de la politique israélienne. Il a continué à regarder ses matchs de foot avec Manchester United. Ma fille de 15 ans est devenue une féroce patriote que j'essaie de convaincre. Elle a vu des choses terribles. Je crois qu'elle va changer, je l'espère en tout cas.

### Cette horreur peut-elle avoir une fin, et laquelle ?

Je suis assez pessimiste. Il est difficile de ne pas l'être quand on a vécu des décennies de guerre, une politique israélienne qui ne change pas et qui, même, se radicalise. En même temps, impossible de demeurer en Israël sans cultiver un peu d'espoir, l'espoir de convaincre les Israéliens de changer de politique... Sinon, quoi ? Je vais devoir prendre mon fils et ma fille sous le bras et partir vivre ailleurs, mais je ne veux pas aller ailleurs. Je veux me battre pour une solution de paix entre deux peuples libres et égaux. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MURIEL STEINMETZ

## Les réflexions justes d'un pacifiste très lucide

Dror Mishani a noté au jour le jour, dans son journal « intime », ce que l'attaque de l'armée israélienne sur Gaza a suscité en lui et dans son entourage proche.

**Au ras du sol de Dror Mishani,**  
**Gallimard, 176 pages, 20,50 euros**

**C**e journal « intime » est celui d'un homme « écrasé par la politique ». Dror Mishani est un universitaire qui relit ces temps-ci la Bible (notamment le livre d'Ézéchiel), l'*Iliade* et aussi Stefan Zweig et Emmanuel Carrère. Dans *Au ras du sol*, il relate son quotidien actuel de citoyen d'Israël : les missiles, les alarmes, la course vers la chambre forte dont la porte ferme mal, les rues désertes, les ouvriers agricoles thaïlandais enlevés, morts ou partis, les bâtiments inachevés parce que les ouvriers palestiniens ne sont plus autorisés à travailler dans les usines du sud du pays. Il dit le trauma collectif, la douleur, le deuil, les otages, mais aussi les disputes avec son fils de bientôt 16 ans, « un enfant renfermé à la lèvre ourlée » qui « aime cuisiner » et avec sa fille devenue « patriote », à laquelle il dit : « Crois-tu que si on continue à détruire des maisons et à tuer des femmes et des enfants là-bas, ça augmentera nos chances de vivre en paix ici ? »

### LE BILAN AMER D'UNE VIE AUX MAINS DE NETANYAHOU

Dror Mishani se remémore le jour où il a décidé de se faire réformer ; c'était en 1993, peu après son incorporation, alors qu'il surveillait des prisonniers palestiniens en pointant une arme sur eux, le visage caché sous un masque à gaz. Il évoque ceux qui osent s'exprimer contre la guerre, convoqués pour interrogatoire par la police. Et il milite dans le groupe WhatsApp juifs-Arabs qui, dans les villes mixtes, « en ces jours où la peur et la haine contre les Arabes, citoyens israéliens, se renforcent », défend « la coexistence, aujourd'hui fragilisée ». L'écrivain dresse un bilan amer de sa vie désormais aux mains de Netanyahu... Il s'efforce de relater les détails, qu'il préfère à « la vision globale », car, écrit-il, il faut « observer et décrire le tableau tel que tu le vois, un tableau où le massacre est partout ». Il consigne aussi ses rêves.

Volontaire pour travailler dans les champs près de Gaza, il entend de loin l'écho incessant des bombes, le bourdonnement des hélicoptères de combat. Il calcule que, « là-bas », le sac de farine coûte 250 euros le kilo. Plus Gaza est en ruine, plus la ville martyre hante les pages de ce journal si courageux, qui fait entendre une voix ô combien différente de la propagande israélienne. ■

M. S.



# Richard Powers et le jeu infini des destins

**LITTÉRATURE** L'auteur de *l'Arbre-Monde* et de *Sidérations* poursuit, avec *Un jeu sans fin*, son exploration des rapports de l'homme avec la nature et avec ses propres pouvoirs.

**Un jeu sans fin, de Richard Powers, traduit de l'anglais (États-Unis) par Serge Chauvin, Actes sud, 416 pages, 23,80 euros**

Makatea, une île des Tuamotu, enrichie, selon les uns, dévastée, selon les autres, par soixante années d'extraction du phosphate, avait retrouvé dans les années 1960 une douceur de vivre qui semblait convenir aux 82 habitants qui lui restaient. Mais un coup de téléphone de la présidence de la Polynésie mit fin à cette tranquillité : un groupe d'Américains présentait un projet qui, selon

elle, allait apporter la prospérité à l'atoll, sans dommage collatéral.

L'idée, appelée « seasteading », un mot formé sur « homestead » et qu'on pourrait traduire par « implantation d'un foyer », est de créer des villes flottantes, mobiles, autosuffisantes, où survivraient quelques richissimes libertariens. Après tout c'est moins cher que Mars. Makatea serait le lieu d'assemblage et le port d'attache de la première d'entre elles. Pourquoi Makatea ? Un chantier naval continental ne serait-il pas plus simple ?

**Un roman virtuose à la thématique puissante, au suspense de thriller.**



SVEN JAKUBITZ / ISTOCKPHOTO / GETTY IMAGES

## Taina Tervonen fait parler les vigies de l'exil

**ENQUÊTE** La journaliste et documentariste consacre le 3<sup>e</sup> livre de son cycle sur les migrants aux Veilleurs qui suivent par téléphone les traversées et alertent les secours en cas de détresse.

**Les Veilleurs, de Taina Tervonen, Marchialy, 224 pages, 20 euros**

« Boza ! » Ils sont arrivés. Les 53 personnes embarquées qui tentaient de franchir les quelques milles qui séparent le Maroc des Canaries sont saines et sauves. Parmi elles, neuf femmes et quatre enfants. Nous sommes le 26 janvier 2022, et c'est la première fois que Taina Tervonen reçoit ce message en direct. Il émane d'un contact au Sénégal. Sur l'écran de son ordinateur, elle suit, quand c'est possible, la position des bateaux. Quelques jours plus tard, nouveau message. Un bateau en détresse entre Boujdour, au Maroc, et les Canaries. Son correspondant lui demande d'appeler la marine marocaine, plus il y

aura d'appels mieux ce sera. On lui répond que le bateau a fait demi-tour. Plusieurs messages le confirment. Ces appels convergent vers elle parce qu'elle est journaliste, et qu'on lui demande surtout de parler, d'informer. Car tout ne se finit pas comme ça. Il y a des morts. Taina Tervonen consacre le troisième livre de son cycle sur les personnes qui choisissent l'exil aux disparus, et à ceux qui leur viennent en aide. Après *les Fossoyeurs* et *les Otages*, *les Veilleurs* donne la parole à cinq d'entre eux. Marie Dupont, Saliou, Hervé, Maria et Marie Cosnay, que nos lecteurs connaissent bien. Ils forment un réseau informel qui, de loin, veille sur la vie de ceux qui essayent de rejoindre nos rivages. Révoltant ? Bouleversant ? Un seul adjetif convient à ce livre : indispensable. ■ A.N.

# La beauté de l'irrésolu

**LITTÉRATURE** *La Nuée des âmes*, deuxième roman traduit en France de l'Irlandais Mike McCormack, mêlé, dans une langue magnifique, thriller et introspection.

**La Nuée des âmes, de Mike McCormack, traduit de l'anglais (Irlande) par Nicolas Richard, Grasset, 224 pages, 20,90 euros**

Dans *d'Os et de lumière* (Grasset, 2019), tour de force narratif construit comme un flux de conscience, Mike McCormack sondait l'intériorité d'un homme en étirant le temps compris entre la sonnerie de l'angélus de midi et le jingle du flash d'information de 13 heures. On retrouve ces deux repères sonores à la fin de *la Nuée des âmes*, deuxième roman de l'auteur irlandais traduit en France, toujours par l'impeccable Nicolas Richard. S'il existe des similitudes entre les deux textes – un point de vue masculin, l'intrication entre des questionnements intimes et des événements politiques, un récit diffracté –, ce nouveau livre sollicite le lecteur de manière différente. La sensation d'apnée et l'amplitude d'une longue phrase sans point sont ici remplacées par une forme plus dense, ramassée, et un suspense qui fait écho à l'angoisse diffuse de notre époque troublée, qu'il s'agisse de la récente pandémie ou de la menace de guerre de plus en plus réelle.

Quand Nealon rentre chez lui, son téléphone sonne dans sa poche. Au bout du fil, un inconnu qui prétend être son ami lui fait comprendre qu'il sait tout de lui. Une fois la lumière allumée, il tente d'appeler sa femme, Olwyn, et son jeune fils, Cuan. On apprendra quelques pages plus loin que Nealon vient de passer deux mois en prison. À son retour, alors que se profile une attaque terroriste de grande ampleur, ses proches ont mystérieusement disparu. Comme dans un thriller, les indices sur la vie de Nealon et les raisons de son emprisonnement sont distillés peu à peu, entrecoupés par la voix anonyme, sorte de Big Brother qui continue de le harceler au téléphone.

Pourtant, *la Nuée des âmes* n'est ni un roman noir ni une de ces terrifiantes dystopies qui surfent sur l'anxiété climatique et géopolitique. Ici, le contexte anxiogène est moins important que les sensations, les perceptions, l'intimité d'un homme et les bribes de souvenirs qui affleurent à mesure que la menace extérieure se resserre. Entre violence et poésie nourrie de mythes, Mike McCormack reconstitue une vie à partir de fragments : la naissance de Nealon, dont la mère a été fauchée par une explosion à Dublin alors qu'il était encore dans son ventre, son enfance avec son père, ses errances de jeune homme et sa rencontre avec Olwyn, qu'il a sevrée de la drogue. C'est dans cet entre-deux que se logent la beauté et l'étrangeté de ce roman qui ne craint pas de laisser le lecteur au milieu du gué, aux prises avec une énigme irrésolue. ■

**SOPHIE JOUBERT**



# IDÉES Dans la radicalité d'Antonin Artaud



**Artaud pensée et corps d'Uno Kuniichi, les Presses du réel, 224 pages, 28 euros**

D'Artaud, qu'a-t-on gardé ? Par-delà les concepts situés – le théâtre de la cruauté, le «corps sans organes» repris par Gilles Deleuze et Félix Guattari dans *Capitalisme et schizophrénie* –, Artaud pensée et corps retrace l'œuvre artaldienne comme une continuité, des textes poétiques des années 1920 aux écrits de Rodez, là où le penseur, saisi d'hallucinations, est interné en 1943, cinq ans avant sa mort.

Dès l'enfance, Antonin Artaud souffre d'un trouble nerveux qui l'accable de migraines atroces et d'angoisses

paralysantes. De cette «expérience critique de l'impossibilité de pensée», ainsi que l'écrit Uno Kuniichi, découle toute son œuvre. Dans ce texte, adapté et remanié à partir d'une thèse soutenue en 1980 sous la direction de Gilles Deleuze, le philosophe japonais repart de cette mise en péril du langage pour reconstruire la naissance d'une pensée en rupture, porteuse d'une critique sociale radicale. Si l'il faut trouver ses appuis face à une écriture parfois vertigineuse, c'est parce que les textes d'Artaud font eux-mêmes vaciller la structure du sens, et les valeurs établies de son temps avec. Ce bouleversement engage avec lui l'art et l'esthétique. Artaud n'a pas pu connaître une grande carrière d'acteur, mais ses théories sur les potentialités du théâtre ont connu une longévité qui

nous poursuit encore aujourd'hui. Le fondateur du Théâtre Alfred Jarry rejetait la sécheresse et la quotidienneté du théâtre de son temps pour faire de la scène un lieu où se manifestent des «forces pures».

Si ces idées n'ont jamais pu trouver leur pleine réalisation sur scène, on ne peut éluder combien certains des artistes les plus audacieux d'aujourd'hui ont hérité de l'auteur du *Théâtre et son double*. Le livre rappelle aussi comment, dans son voyage auprès des Tarahumaras au Mexique ou à travers sa découverte du théâtre balinais, Artaud a puisé une conception du théâtre en dehors des canons occidentaux. Parcourir ce chemin de pensée tortueux mais proprement intense permet d'en retrouver toute la puissance. ■

SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

## ESSAI Moreau, une pensée libre



**La Raison au travail. 2 Traversées du spinozisme, collectif, ENS Éditions, 300 pages, 39 euros**

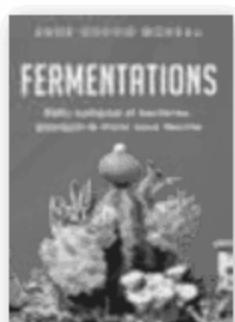
Un ouvrage brillant et passionnant est paru en hommage à Pierre-François Moreau, professeur de philosophie à l'École normale supérieure de Lyon, à l'occasion de son départ en retraite. Ses amis, ses collègues, ses anciens étudiants lui offrent un bouquet abondant de contributions sous le titre de *la raison au travail*. L'ensemble est distribué en deux tomes : le premier s'emploie à « contribuer à une histoire rationnelle des idées » ; le second, sous le titre de *Traversées du spinozisme*, réunit les textes de celles et ceux qui, à ses côtés et

souvent grâce à lui, ont cherché à déployer la philosophie de l'auteur de *l'Éthique et du Traité théologico-politique*. On retrouve dans ces deux tomes des domaines que Moreau ne cessa de questionner avec passion. D'une part, c'est la cohérence interne des systèmes philosophiques. Ainsi, on se reporterà toujours avec le même plaisir à la lecture de sa thèse « Spinoza. L'expérience et l'éternité ». D'autre part, c'est le rapport entre ces systèmes philosophiques et la culture d'une époque ou tout simplement « la vie commune » d'un temps. Ici, on se reporterà, par exemple, à la *Lettre clandestine* dont il publie régulièrement les fleurs du mal inconnues pour la plupart mais qui ont garni, underground, les thèses de nombreux auteurs à succès à l'aube de la constitution d'une pensée libre et athée. Le tout constitue un ensemble de pépites intellectuelles à ne pas manquer. ■

BERNARD VASSEUR

Ces deux volumes sont téléchargeables en ligne sur le site books.openedition.org

## ESSAI Dissection du pourri : percer les secrets de la fermentation



**Fermentations, d'Anne-Sophie Moreau, Seuil, 272 pages, 21 euros**

Dans son livre, sous-titré *Kéfir, compost et bactéries*, la journaliste et philosophe Anne-Sophie Moreau se demande pourquoi le moisé fascine autant. De plus en plus de « néoruraux décroissants » et de « bobos urbains » pratiquent la fermentation alimentaire : légumes en bocaux, pain

au levain, kombucha (boissons à base de levure et de champignons). De l'alimentation à la beauté en passant par le design et l'architecture, Anne-Sophie Moreau ratisse large. Drôle, instructif, cet essai ausculte au plus près notre rapport au vivant en s'amusant, entre autres, de voir notre épiderme « invité à macérer comme un bon vieux roquefort » via des masques et autres sérum antirides. C'est dire si les microbes, jadis crants comme la peste, sont en passe de devenir nos alliés de demain. ■

MURIEL STEINMETZ

## ESSAI La lutte des classes à l'épreuve du réchauffement climatique



**Justice climatique. Pour une nouvelle lutte des classes, de Sébastien Mabile, Actes Sud, 176 pages, 14,90 euros**

À l'aune des conséquences du réchauffement climatique, Sébastien Mabile, avocat, spécialiste du droit de l'environnement, estime que le partage de la contrainte environnementale renouvelle le contenu de la « lutte des classes ». Selon lui, la prise en compte de l'enjeu climatique redéfinit profondément les rapports sociaux au point de redonner une nouvelle portée à la notion

**BIOGRAPHIE Nathalie Lemel, bretonne, communarde et féministe**



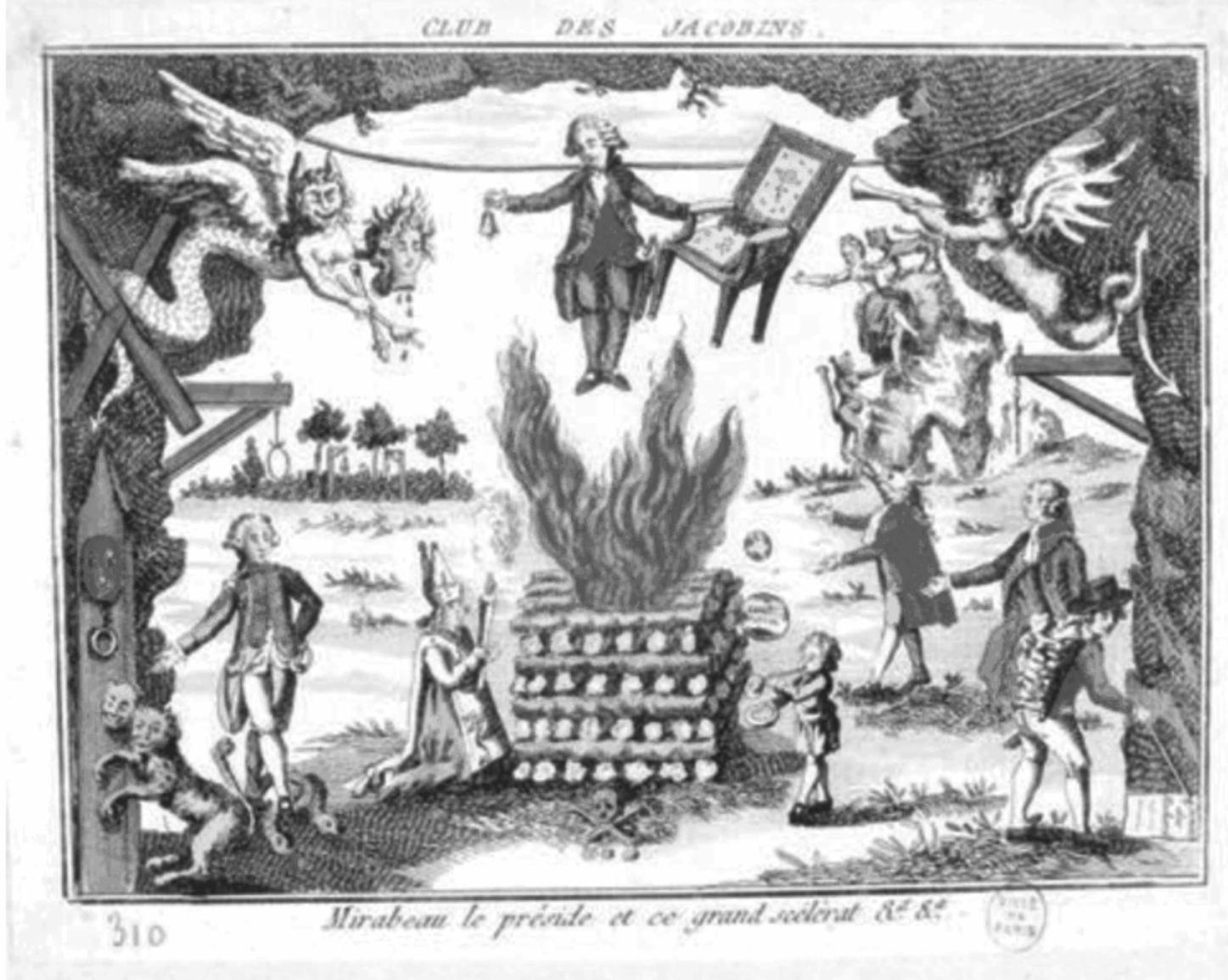
**Nathalie Lemel, une Bretonne sur les barricades de la Commune, de Michelle Brieuc, éditions Transmettre, 124 pages, 20 euros**

Michelle Brieuc, autrice-conférencière, livre un récit historique passionnant pour redonner sa juste place à la grande dame oubliée des livres d'histoire que fut Nathalie Lemel (1826-1921). Relieuse, librairie et autodidacte, la Brestoise est une femme en colère contre les injustices et les souffrances qu'inflige au peuple le capitalisme en plein essor. Et contre le sort réservé aux femmes condamnées à être d'éternelles mineures. Arrivée à Paris en 1861 avec mari et enfants, après la faillite de la librairie du couple, elle devient une militante aguerrie du mouvement ouvrier. Elle est élue déléguée syndicale, pénètre les réseaux masculins... et on la respecte ! En 1865, elle obtient l'égalité des salaires hommes-femmes dans la reliure. Elle adhère à l'Association internationale des travailleurs et gère le restaurant coopératif la Marmite, créé avec Eugène Varlin. Nathalie Lemel sera une des meneuses de la Commune de Paris, maniant les armes sur les barricades. C'est le cœur du livre de Michelle Brieuc, qui fait revivre intensément ces quelques semaines d'une première révolution prolétarienne et féministe. Arrêtée, elle est déportée en Nouvelle-Calédonie aux côtés de Louise Michel – les deux femmes se respectent mais leurs divergences politiques les éloignent. Lemel revient à Paris après l'amnistie de 1880. Elle retrouve un emploi au journal *l'Intransigeant*, créé par Henri Rochefort, ancien partisan de la Commune, déporté lui aussi. Mais l'abandonne vite quand elle découvre la conversion de Rochefort au nationalisme et au boulangisme. Sans jamais renoncer à ses convictions socialistes, révolutionnaires et féministes, elle meurt dans la misère à l'hospice d'Ivry. ■

DOMINIQUE SICOT

de justice sociale. En mobilisant statistiques et analyses d'affaires exemplaires, l'enjeu est de répartir de manière équitable la quantité acceptable de gaz à effet de serre émis résultant de l'activité de chacun sans remettre en question l'habitabilité de la Terre. Mettant en avant la fonction anthropologique des normes, l'auteur plaide pour ce faire de recourir au droit, seul outil assurant « les changements systémiques nécessaires à la préservation du climat terrestre ». Et appelle à « l'instauration d'un rapport de force » mais dans une vision utopique, faute d'autorité publique au niveau mondial capable d'édicter des règles et de les faire respecter. ■

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU



Caricature d'une « fête » célébrée par les Jacobins. WORLD HISTORY ARCHIVE/COL. CHRISTOPHEL

## Les Jacobins sont morts. Vivent les Jacobins!

**ESSAI** Retraçant la trajectoire de ces citoyens trop souvent stéréotypés, les historiens Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien livrent une part de réel de 1789 à 1794 qui remet la révolution en perspective.

**Histoire sur les Jacobins**, de Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien, PUF, 240 pages, 19 euros

**I**l est des groupes politiques qui incarnent une idée de la politique elle-même : les Jacobins en font partie. C'est de ce « club » que les deux historiens Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien s'attellent à dépeindre le réel par-delà les clichés, quitte à entreprendre une histoire de l'histoire des Jacobins. Et ils sont nombreux, à l'égard de ces révolutionnaires, les stéréotypes. Que furent-ils vraiment, en leur temps, de 1789 à 1794 ? Et après ? À quelles fins ont-ils été utilisés, réhabilités ou incendiés par les acteurs politiques qui leur ont succédé jusqu'à nos jours, dans cette ère nouvelle dont ils frayèrent le chemin ?

Le cliché le plus ancré aujourd'hui, dans les consciences antijacobines, est celui de la centralisation. Qui n'a pas entendu discourir, ces dernières années, contre cette maudite « centralisation jacobine » ? Au point que la formule en est presque devenue un pléonasme, l'adjectif « jacobin » suffisant à qualifier toute politique centralisatrice, voire « parisianiste ».

Les deux auteurs montrent que les clubs révolutionnaires, de 1789 à 1792, ne s'appuient pas tant sur l'opposition entre Paris et la province que sur celle entre élites bourgeoises et classes populaires, dépourvues de droits civiques. Les clubs sont incontestablement bourgeois : les parrainages et cotisations exigés pour être des leurs en témoignent. Mais si les Jacobins n'échappent pas à la règle, ils seront néanmoins les seuls, à

partir de la chute de la monarchie le 10 août 1792, à rebattre les cartes et à permettre une forme de démocratisation de la Révolution. Dès lors fleurissent dans toute la France des sociétés populaires et autres clubs affiliés aux Jacobins et comptant dans leurs rangs de plus en plus d'hommes aux origines modestes. Et ce, y compris dans de petites bourgades. C'est même là que le mouvement jacobin « se fait, sociologiquement, le plus populaire ».

### MÉPRISÉS PAR LES CLASSES POSSÉDANTES

À propos des multiples formes de réhabilitation au XIX<sup>e</sup> siècle, les auteurs remarquent d'ailleurs que les Jacobins sont globalement méprisés par les classes possédantes. « Quoique les Jacobins d'hier répugnent à toute idée de lutte des classes, cela n'empêche pas le développement d'un jacobinisme relatif à travers une perspective de classe ou, pour le moins, une optique plébéienne. » Ainsi dans les Misérables d'Hugo, les Jacobins sont méprisés par presque tous les personnages négatifs.

Mais le « jacobinisme » a-t-il seulement existé ? Dans les faits, il n'y a aucune doctrine claire, homogène, qui leur soit collectivement attribuable. Ni en théorie ni en pratique. S'il fut dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle amalgamé au « stalinisme », c'est que le jacobinisme a servi, y compris pour une partie de la gauche mitterrandienne, de preuve définitive à l'encontre de toute velléité révolutionnaire. Un trait d'union fut tiré entre Jacobins, despotisme, terreur et révolution, donnant du grain à moudre aux conservateurs de l'ordre social en place. L'histoire continue. ■

Il n'y a aucune doctrine claire qui leur soit attribuable.

ÉRIC PAYONNE

## LA CHRONIQUE PHILO DE CYNTHIA FLEURY



### Lesincesteurs et les violeurs

Le procès de Mazan n'a rien « révélé » : chacun sait que les sociétés sont construites autour de la dévalorisation du sexe féminin, la réification des femmes, la violence à leur encontre. Mais chacun continue de ne pas vouloir voir l'évidence : une misogynie latente ou explicite, un sexismé étriqué, agressif, hostile... Chacun feint de croire que c'est derrière nous, que #MeToo est passé par là, que la culture du viol a été dénoncée et déconstruite, alors même que s'avance devant nous un nouvel âge de la domination masculiniste, avec un adage aussi effroyable qu'il est populaire : « Your body, my choice. » Et ne croyez pas qu'il s'adresse uniquement aux femmes.

Il faut lire le dernier ouvrage de Manon Garcia, *Vivre avec les hommes* (Climats, 2025) pour acter, sans dramatisation excessive mais sans complaisance non plus, le fait simple que la majorité des hommes n'aiment pas les femmes. Au procès de Mazan, ils étaient plus de cinquante à être avec Dominique Pelicot les agents de cette abomination sadique et perverse, et sans le conscientiser plus que cela : ils sont sans honte et se considèrent comme des victimes – ils ont été piégés. Pourtant, les vidéos ne laissent aucun doute sur l'ignominie qui se joue : une femme droguée, sédatée, dans un état comateux, ronflant régulièrement, est violée par différents hommes et

Un nouvel âge de la domination masculiniste s'avance devant nous.

son mari, avec un écrit adossé sur elle sur lequel est écrit « Je suis une salope soumise ». C'est dans la même veine que le message laissé sur le site pour attirer les hommes : « Je cherche complice pervers pour abuser de ma femme endormie en tournante chez moi. Elle prend tous les jours son somnifère, elle te verra même pas. Belle salope prude qui veut pas de trio. »

Dans l'ordinateur de Dominique Pelicot, des milliers de photos à caractère sexuel de sa femme sédatée... et deux photos de sa fille, « endormie », la représentant vêtue d'une culotte et d'un haut, allongée sur le côté, sur un lit, avec la couverture baissée afin de laisser apparaître ses fesses, le tout dans un fichier intitulé « ma fille à poil, le 9 juillet 2020 ». Sa fille vient heureusement de porter plainte pour viol, tentative de viol, agression sexuelle par ascendant, contre son père. Dans les ordinateurs des complices, on trouve un même type de fatras : historiques de visites de sites pédopornographiques, évocations de rapports sexuels avec des mineurs, anecdotes sordides avec d'anciennes compagnes témoignant de déviances sexuelles ou d'agressions sexuelles... Des «incesteurs» (Dorothée Dussy) et des «violeurs» qui se plaignent de leur misère sexuelle et plaident la culpabilité de leur testostérone. Une seule question demeure : « Comment construit-on sur ce champ de ruines qu'est la sexualité masculine ? » se demande Manon Garcia. C'est la dernière interpellation du livre, laissée pour l'instant sans réponse. ■

# «Je n'ai jamais fait le deuil de Bob»

**PRESSE** *Siné mensuel*, c'est fini. Le dernier numéro, en forme de feu d'artifice insolent et réjouissant, est en kiosques depuis le début du mois. **Catherine Weil Sinet**, cofondatrice et directrice du magazine, raconte l'épopée du journal satirique et la formidable histoire d'engagement et d'amour qui en est l'origine.

**L**e 4 mars est sorti en kiosques le dernier numéro de *Siné mensuel*. L'épouse de Siné, Catherine Weil Sinet, qui a continué le magazine à la mort de son mari, en 2016, s'explique sur les raisons de cet arrêt.

**C'est un dessin de Siné, avec un bras d'honneur, qui ouvre ce dernier numéro...**

C'est exactement la même couverture que celle du dernier numéro de *Siné hebdo*, en 2010. Nous avons juste changé la couleur de la chemise et le tatouage : à la place de *Siné mensuel*, il est écrit « *Ni dieu, ni maître* ». Nous avons demandé qui voulait en être, dessinateurs compris, et 90 ont voulu participer à ce numéro et dit un grand oui. Ça donne des moments rigolos, où l'altermondialiste Gustave Massiah, qui parle de l'extrême droite, côtoie l'humoriste Constance, qui intervient sur les bourrelets et les collants. Aux dessinateurs j'ai donné comme consigne de réaliser le dessin du siècle.

**Vous commencez votre éditorial en écrivant :**  
**« Comment vais-je faire à présent, moi qui ai déjà perdu mon grand amour Siné, en vous perdant aussi, chers lecteurs ? »**

Bob m'a demandé de continuer le journal. Je me suis remise au boulot dès le lendemain de son décès. Je n'ai jamais fait le deuil de mon mari, ni de mon amour. Quand le journal de ce mois de mars est paru, la mise en cessation de paiement est devenue inévitable. Je me suis pris un coup de bambou sur la tête. La mort, elle était là. Professionnellement, Bob et moi, nous évolutionnions dans deux univers différents. Quand j'étais rédactrice en chef de l'émission *Droit de réponse*, j'avais d'ailleurs précisé à Michel Polac que je ne voulais pas m'occuper des dessinateurs, qui étaient mes potes et mon mari. Je ne voulais pas d'engueulades à la maison le soir. Quand nous avons commencé à travailler ensemble sur *Siné hebdo*, Bob m'a



L'ultime couverture de *Siné mensuel*.

dit un jour : « *Dis donc, tu assures, je ne me rendais pas compte.* » Il était déjà malade, ça s'est aggravé très vite, mais nous

avons eu dix années de douceur de vie et de tendresse. Il n'existe plus aucun conflit par rapport à nos boulot respectifs, juste des disputes sur ce que nous mettions dans

## ENTRETIEN

le journal. Quelques jours avant son décès, il réalisait la couverture sur sa propre mort. Sous mes yeux. En me demandant : « *Est-ce que tu la trouves bien ? Est-ce que je choisis celle-ci ou celle-là ?* » C'était très spécial. Mais l'éternelle question, c'est : à quoi sert-on ?

**Vous avez le sentiment que le journal ne sert plus à rien ?**

C'est un sentiment qui a toujours traîné dans la maison. Mon Jules, chaque fois qu'il buvait un petit coup, il se marrait comme un dingue ou il pleurait en disant : « *Tout ce que j'ai fait n'a servi à rien.* » Certes, tous nos combats n'ont pas abouti, mais ses engagements, pour le Chili, l'Argentine, le Paraguay, l'Algérie, ça compte, non ? Est-ce que nous avons réussi à remonter un peu le moral et à informer nos lecteurs, sans jamais une fake news ou un procès, au passage ? Je n'ai pas la réponse. Je n'ai peut-être pas encore le recul nécessaire. Évidemment, les gens se précipitent pour acheter le dernier numéro (qui a été tiré à 40 000 exemplaires – NDLR). On sait qu'il va être un succès, mais en même temps qu'on le mettait en kiosques on se mettait en cessation de paiement. Et il y a aussi le problème du prix de la presse... Je remarque que mes petits-enfants ne lisent aucun journal. Ils sont informés par leurs propres canaux. Évidemment, chez nous, ça parle politique. Ils voudraient rejeter ce que nous avons été. Et, en même temps, ils veulent construire un monde qui est exactement celui pour lequel nous nous sommes battus. C'est beau, parce que c'est une forme de continuité. Et il faut aussi reconnaître qu'on ne leur a pas mis à disposition une planète du tonnerre de Dieu, avec un climat formidable. Le souci, c'est qu'à mon sens beaucoup de jeunes ne voient absolument pas le rapport entre ce qui se passe aujourd'hui et les années 1930, les dictatures qui montent de partout. Mais, dans la vie quotidienne, est-ce qu'on les voit vraiment si on ne lit pas la presse ?

**On sent que c'est douloureux pour vous...**

C'est une déchirure. Le matin, quand je lis les mails qui arrivent en ce moment, je pleure d'émotion. C'est de l'amour et de l'amitié à l'état pur. Je me dis que je n'ai peut-être pas fait tout ça pour rien. Surtout, la question qui est douloureuse, c'est que personne ne croit vraiment que je vais arrêter. Mais j'aurai 83 ans dans deux mois, ça suffit, j'ai donné.

**L'actualité de Siné, c'est aussi cette exposition, à Saint-Just-le-Martel (Haute-Vienne), qui lui est consacrée, ainsi qu'à Tignous ?**

Celle du grand Bosc (Hérault) vient de se terminer. Cent vingt amateurs font vivre le centre Saint-Just, et deux femmes, les seules salariées, accrochent les expositions. Ils y présentent en ce moment 600 œuvres de Siné. Ils font un boulot incroyable. Évidemment, il n'y a pas d'œuvre originale, parce que le centre n'a pas de sous pour les assurances. Mais ils font de si belles copies, sur du si beau papier, qu'on s'en fuit. Benoît Delépine, de Groland, est venu en voisins. Il m'a confié : « *Siné était mon copain, mais en voyant l'exposition je découvre que c'est un génie, qui nous raconte tout le XX<sup>e</sup> siècle.* » Et ça, c'est intéressant en ce moment. ■

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CAROLINE CONSTANT**

**RETRouvez l'Humanité sur Internet**

**Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...**

**Toute notre actualité à portée de clic.**

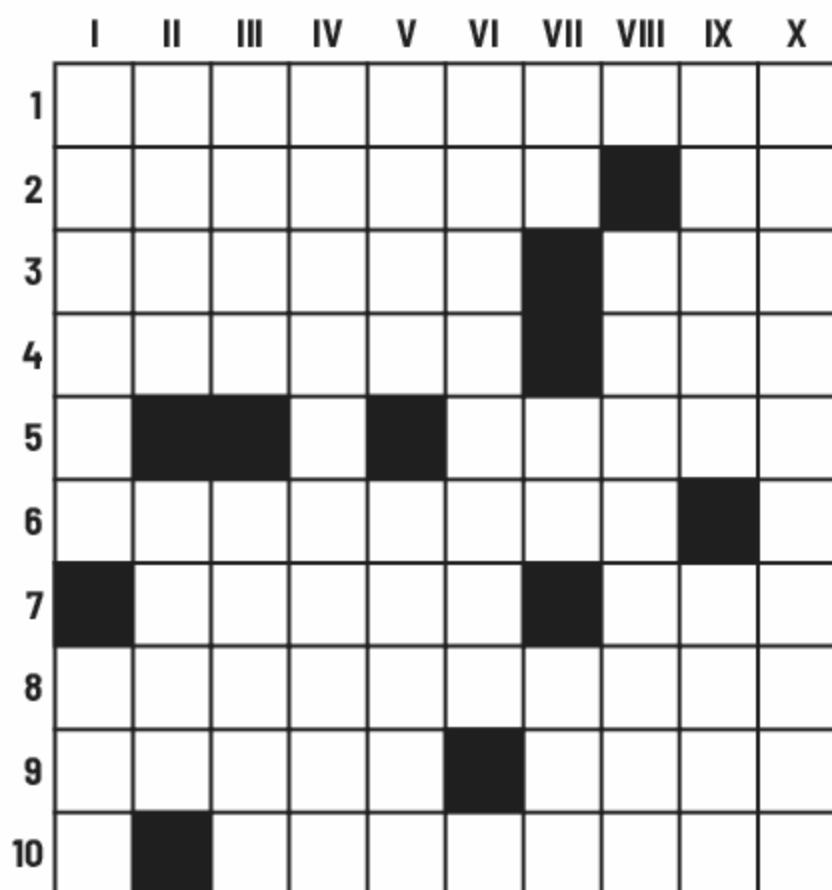
➤ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

➤ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)

➤ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)

➤ [linkedin.com/company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)

➤ Compte lhumanitefr sur Instagram

**MOTS CROISÉS N° 24 156 par Martial Dubois****HORIZONTALEMENT**

- Bourdonnements d'oreilles.
- Petites scies. Terme de choix.
- Décombres. Thymus du veau.
- Documents écrits. Au soleil levant.
- Croix dont l'extrémité se termine par un petit anneau.
- Opérations qui consistent à recouvrir des métaux d'une couche d'étain.
- Galère royale. Habiléty à exercer une profession artistique.
- Épouvantée.
- Rivière des Alpes du Nord. Prendre son courage à deux mains.
- Gemmera.

**VERTICALEMENT**

- Élévation de terre recouvrant une sépulture. Béquille.
- Aven. Beaucoup.
- Partie arrière du cuisseau. Donner de l'air.
- Grand bruit assourdissant.
- Prince troyen légendaire. Plante des pays chauds.
- Porteur d'une missive.
- Sur une peau d'âne. Un nouveau qui sait déjà se faire entendre. Atome.
- Répète de façon lassante.
- Regarde avec dédain. Crier en parlant du cerf.
- Alimentera.

**SOLUTION. HORIZONTALEMENT** 1. Tintements. 2. Égoïnes. 3. Ruines. 4. Textes. 5. Ansée. 6. Etamages. 7. Réale. Art. 8. Terrorisée. 9. Isère. Dser. 10. Résinera. Est. 5. Ansée. 6. Égoïnes. 7. Réale. Art. 8. Terrorisée. 9. Isère. Dser. 10. Résinera. VERTICIALEMENT 1. Terre. Tin. II. Igne. Très. III. Noir. Aérer. IV. Tinamarre. V. Enée. VI. Messager. VII. Es. Ne. Jon. VIII. Ressasse. IX. Toise. Rer. X. Sustentera.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr  
**Vente militante** 01 49 22 73 55  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication; Silvère Magnon, directeur des développements  
**Conseil de surveillance**  
Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité  
**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)  
**Numéro ISSN** 0242-6870  
**Dépôt légal** Date de parution  
**Commission paritaire** 1124 C 79615  
**Tirage du 18 mars 2025** 29 201 exemplaires  
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



**LES VOYAGES de l'Humanité**

# New York The Big Apple La ville des villes

DU 12 AU 19 JUIN 2025 • À PARTIR DE 4 145 €\*

LE +

Les visites se feront avec des intervenants américains et Christophe Deroubaix, journaliste de la rubrique monde de l'HUMANITÉ

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS LVJ - TLC VACANCES  
45, rue Gustave Nicolle - 76600 LE HAVRE  
Tél. 02 35 2182 44  
[www.tlcvacances.fr](http://www.tlcvacances.fr)

\* Réduction 5 % sur le prix du voyage LVJ pour les abonnés de l'Humanité.

**l'Humanité magazine** **l'Humanité.fr**

**LES VOYAGES de l'Humanité**

# Turquie TRAIT D'UNION ENTRE ORIENT ET OCCIDENT

DU 24 SEPT. AU 8 OCT. 2025 • À PARTIR DE 3 825 €\*

LE +

Les visites se feront en présence de Pierre BARBANCEY, journaliste de l'HUMANITÉ ainsi qu'un accompagnateur LVJ.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS LVJ - TLC VACANCES  
45, rue Gustave Nicolle 76600 LE HAVRE  
Tél. 02 35 2182 44  
[www.tlcvacances.fr](http://www.tlcvacances.fr)

\* Tarif basé sur un groupe de 20 personnes payantes. / Réduction de 5 % sur le prix du voyage pour les abonnés de l'Humanité.

**l'Humanité magazine** **l'Humanité.fr**

# Pour sortir de l'austérité et conjurer la catastrophe à venir

La revue *Économie et politique* et les quatre initiateurs de cet appel, avec le soutien du parti européen la Gauche, invitent les citoyens, syndicalistes et chercheurs intéressés à une rencontre le samedi 29 mars, à Paris.

**D**ans un monde qui change brutalement, la France, et presque tous les pays de l'UE, sont engagés dans la voie d'une austérité qui rappelle celle des années 1930, particulièrement en Allemagne (Brüning, chancelier, 1931) ou en France (Laval, président du Conseil, 1935), et les catastrophes qu'elle a précipitées. Mais avec une particularité, les dépenses publiques pour le capital et les profits ne sont pas touchées par cette austérité. Elles ne cessent d'augmenter, alors qu'elles baissent pour tout le vivant, l'éducation, la recherche, la santé mais aussi pour l'emploi, la formation, la protection sociale ou l'économie. C'est très grave.

Cette austérité engendre de grandes souffrances. Elle délite la société. Elle ne permet pas de relever les défis écologiques, économiques, sociaux et humains qui nous font face. Elle les aggrave même, provoquant et entretenant une récession qui affaiblira encore les moyens de les affronter. Elle nous entraîne dans une spirale pourtant bien connue de « dette-déflation ».

Elle pave la route de l'extrême droite et des néofascismes. Elle est même inefficace pour baisser durablement le poids de la dette publique. Elle met en cause la maîtrise de notre devenir, ainsi que certaines souverainetés, nous rend plus vulnérables face à la domination du dollar, à la domination technologique d'oligopoles privés surpuissants et à la guerre commerciale imposée par les États-Unis de Donald Trump et d'Elon Musk. Elle envenime comme jamais l'état du monde et les relations économiques mondiales, particulièrement au détriment des pays du Sud.

Les peuples refusent cette austérité. Ils ont raison.

Une autre voie est possible et nécessaire. Dans cette période de l'histoire, il est de notre responsabilité d'intellectuels, d'économistes, de syndicalistes, d'acteurs du mouvement social, de le dire et de faire naître un véritable débat. Nous interpellons les politiques économiques et appelons la gauche à se renouveler dans sa meilleure tradition, alliant justice et efficacité pour le bien de toutes et tous, pour la planète, pour le vivant.

Dans notre diversité, tant théorique que politique, nous affirmons la nécessité économique d'une augmentation vigoureuse

des dépenses publiques et sociales. Mais il ne faut pas répéter ce qui a été fait ces quarante dernières années. Il faut agir conjointement sur la demande (consommation et revenus) et sur l'offre (production) tout autrement, et engager une démocratisation nouvelle de l'économie qui se doit d'être internationaliste et écologique. Nous récusons l'enfermement de la gauche dans une pure action sur la demande. Nous récusons ce que prétendent les droites et nombre de sociaux-libéraux, lorsqu'ils soutiennent que la seule politique en faveur de l'offre serait l'appui aux profits et au capital.

C'est sur ces fondements, dans une dynamique de développement, que pourront être prises les mesures agissant sur la répartition des richesses existantes, rendant possibles et viables des hausses générales des salaires et des minima sociaux, aux côtés d'une réforme progressiste de notre fiscalité et d'un développement de la protection sociale. Car les mesures fiscales et de répartition des revenus seront insuffisantes et inefficaces s'il n'y a pas une impulsion forte de dépenses écologiques et sociales nouvelles, transformant l'offre et développant les richesses saines.

L'ampleur des financements nécessaires exige un appel déterminé à la création monétaire et au crédit, c'est-à-dire à des avances ou à des dons pour se développer.

C'est ainsi qu'on pourra avaler la dette, diminuer son poids dans le PIB. C'est toujours ainsi que cela s'est passé, par exemple après guerre. Mais il faut le temps que la transformation écologique et sociale de l'offre prenne effet. D'ailleurs, même le pacte de stabilité européen, que nous récusons, autorise un délai de cinq à sept ans pour résorber la dette publique.

Plus que jamais il faut voir la triple innovation qu'exige la situation : un rôle de plus en plus décisif des capacités humaines (emploi, formation et services publics), une refonte écologique des productions et

**FRÉDÉRIC BOCCARA**  
Chercheur associé  
au CEPN Sorbonne-Paris-Nord, membre du comité exécutif du PCF

**NICOLAS DUFRÈNE**  
Économiste, directeur de l'institut Rousseau

**DANY LANG**  
Maître de conférences Sorbonne-Paris-Nord  
**LIËM HOANG-NGOC**  
Maître de conférences à Paris I-Panthéon-Sorbonne, ancien député européen PS

des consommations, une approche internationale, coordonnée.

Il s'agit donc de combiner demande et offre, en les transformant. Mais les pressions sont considérables pour empêcher que les dépenses nouvelles aient cet effet. Car plus que jamais, le capital – ses règles et ses institutions, bases de sa prédatation, de ses pouvoirs et de sa logique – s'oppose à ces transformations, récupère les efforts, les détourne à son profit. C'est pourquoi il faut à la fois étendre la démocratie à l'utilisation de l'argent, en particulier aux règles de la création monétaire et de son allocation ; mobiliser des moyens financiers conséquents ; imposer, par une intervention nouvelle, la poursuite d'autres buts que la rentabilité financière, des buts d'efficacité écologique et sociale.

Certain·es d'entre nous mettront plus l'accent sur les investissements matériels des entreprises, d'autres sur le type d'investissement et le besoin de nouveaux critères, d'autres encore sur certains secteurs. Certains insistent sur la formation et les capacités humaines ou sur l'articulation entre services publics et entreprises. D'autres enfin sur la réorientation de la demande

vers des produits durables, de qualité et en circuits courts et la consommation populaire. Nous pouvons différer quant à l'ampleur respective de l'appel au crédit et à la fiscalité, quant aux temporalités des mesures, quant à l'étendue des entreprises publiques et leur rôle/fonctionnement, quant au type de droits nouveaux des salariés à instaurer ou quant à la forme d'institutions démocratiques nouvelles pour une planification écologique et sociale effective ou quant à l'articulation entre les mesures nationales, européennes et globales.

Mais, tous ensemble, nous affirmons l'exigence de :

– développer les services publics avec des créations d'emplois et des formations massives, tout particulièrement dans la santé,

l'éducation, la recherche, le transport ferroviaire (fret et voyageur), l'énergie et les services publics de proximité ;

– développer la protection sociale (retraite, maladie, chômage, famille, accidents du travail, dépendance) et étendre considérablement le droit à la formation et son indemnisation ;

– réorienter profondément les aides publiques aux entreprises et leurs critères, leurs conditions, pour qu'elles favorisent les investissements efficaces, créateurs d'emploi et de valeur ajoutée écologique ;

– impulsiver un tout autre comportement des entreprises et transformer leur gestion ;

– disposer d'un pôle public bancaire, profondément démocratisé, impulsant un tout autre crédit ;

– transformer l'action de la BCE et la politique monétaire européenne.

Ces axes forts, dont on trouve déjà une trace dans le programme du Nouveau Front populaire (NFP), doivent être développés et confortés. Les urgences ne doivent pas nous faire reculer ni pour des voies par trop conciliatrices, ni pour des simplismes inefficaces.

Nos gouvernants et nos responsables politiques semblent aveugles et leur mémoire historique courte. Ils s'accrochent à des politiques économiques au mieux inadaptées, plus certainement perverses, voire mortnelles.

La gauche peut et doit sortir notre pays du « trou noir de la raison », si elle sait se renouveler et s'appuyer sur l'intervention populaire, celle qui a imposé le NFP, celle qui peut se saisir d'idées transformatrices en faisant une force dans les luttes pratiques et dans la bataille d'idées. Elle ne doit pas craindre de s'appuyer sur des idées nouvelles en matière budgétaire et monétaire.

Au cœur de l'obscurité, une nouvelle civilisation humaine demande à naître. Nos problèmes demandent une coordination globale coopérative, pour un monde de paix, de partage et de développement. Les mouvements telluriques de la géopolitique offrent une opportunité pour une action commune de la France, de l'Allemagne, de l'Europe, mais aussi avec le Sud global pour un nouvel ordre économique, monétaire et financier, climatique et démocratique mondial. ■



Les personnes précaires accèdent à une qualité ou à des marques qu'ils n'auraient jamais pu acheter sur le marché du vêtement neuf.  
JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

## Léa, Ana et Beryl, le Futal pour un troc futé

Une fois par mois, c'est Troc Party à l'Académie du climat. Ce lieu d'information sur les enjeux climatiques, situé dans l'ancienne mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a fourni un espace de stockage à la place de l'ancien local dédié aux archives. Les fondatrices du Futal se rappellent les débuts rocambolesques, quand les vêtements, entreposés dans la cave d'une copine, devaient être transportés jusqu'au lieu du troc à l'aide d'un camion loué à la journée. En termes d'empreinte carbone, « ce n'était pas terrible », surtout pour une initiative écologique. Désormais il n'y a plus qu'un étage à monter.

Le concept est importé du Danemark où Léa, l'une des fondatrices, a fait ses études de design. Elle s'engage dans une association de troc de vêtements, Swap spot, créée deux ans auparavant par une élève de son école. À son retour en France, elle fonde le Futal avec Ana et Beryl qui, comme elle, sont bénévoles.

### LA SECONDE VIE DES FRINGUES

Aujourd'hui, la Troc Party est un peu différente des précédentes associations ; elle accueille un atelier de réparation de vêtements assuré par l'association Good Gang Paris. La salle du rez-de-chaussée est divisée entre les portants du Futal et les tables qui servent aux expérimentations de rafistolage. Des proverbes sont affichés au mur : « Réparer : la révolution à l'aiguille » ou encore « Mieux vaut une action imparfaite qu'une parfaite inaction ». Théotime a découvert l'association la semaine précédente et adore l'idée. Venu donner un coup de main aux filles – qui cherchent toujours

Portée par ses fondatrices, cette association développe une nouvelle forme de consommation éthique et réinvente le partage vestimentaire à l'Académie du climat à Paris. Grâce à une monnaie complémentaire et des collaborations avec des ateliers, elle favorise le réemploi.

à agrandir l'équipe de bénévoles –, il récupère les vêtements apportés par les adhérents, puis les trie avant de les mettre sur les portants. Le nouveau n'est pas venu les mains vides : grâce à son sac de vêtements, il a désormais des « futs » plein les poches. De quoi faire de très bonnes affaires ! Les « futs » ? C'est la monnaie complémentaire et virtuelle qui régule le troc du Futal. Ici, « peu importe la marque ou la matière, c'est le type de vêtement qui prime », précise Léa, qui a été inspirée par la dimension sociale de la version danoise, avec un profil sociologique des adhérents très varié, permettant aux personnes précaires d'accéder à une qualité ou à des marques qu'ils n'auraient jamais pu acheter sur le marché

du vêtement neuf. Fasciné par la monnaie complémentaire, Théotime rêve de créer un espace d'échange de services, où « on troquerait un cours de mathématiques contre un cours de guitare ». En somme troquer son temps et son savoir-faire.

« On a tous au fond de l'armoire un T-shirt qu'on garde seulement pour dormir ou faire du sport », résume Léa. Pour participer, il suffit de se rendre à l'Académie du climat un jour de troc avec les vêtements qu'on ne met plus, de payer une adhésion une bonne fois pour toutes, puis d'échanger les sapes contre des futs – un pantalon vaut par exemple 4 futs. Il ne reste plus qu'à fouiller sur les portants, trouver chaussure à son pied et acheter la perle rare avec la monnaie

locale. Théotime a 50 futs en réserve et n'a acheté qu'un manteau long à 6 futs... Que lui reste-t-il ? Beaucoup de futs, certes, mais pas d'inquiétude : le Futal tient les comptes. Il se rendra aux prochains trocs mensuels où l'offre sera différente.

### UNE ÉDUCATION À LA VALEUR

Si elle combine style et écologie, à l'instar des friperies, l'association se distingue par son ambition de sensibiliser le public à la question du textile. Par la pédagogie – les fondatrices tiennent des stands dans les lieux du réemploi – mais aussi par la pratique. Le troc et ses adhérents enrayent l'anonymat souvent associé aux vêtements : « Voir quelqu'un aimer un habit qu'on n'aime plus lui redonne de la valeur, on a presque envie de le récupérer », remarque Beryl. Une sorte d'éducation à la valeur, perdue avec l'apparition de la fast fashion et le désir mimétique. Dans la même veine, les trois amies aimeraient mettre en place des étiquettes, pour que le propriétaire original « raconte l'histoire de son vêtement » au nouveau. Transmettre la charge émotionnelle du vêtement pour le rendre plus précieux, c'est futé.

Sonia s'est inscrite à l'atelier de réparation de vêtements de 15 h 30, en attendant de nouveaux arrivages pour faire son troc. Elle est venue avec un pull troué et demande à Isabelle, l'anatrice du cours, si elle peut faire un ravaudage invisible pour qu'il soit comme neuf. « Ici on ne pratique que la réparation visible » lui répond la pro, qui revendique non seulement la facilité et l'économie du savoir-faire qu'elle transmet, mais aussi « l'effet de signal », comme une cicatrice sur le vêtement. Alors à vos armoires et à vos aiguilles ! ■

GAE BLU INFUSO